

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

La zone économique spéciale de Nkok, ou GSEZ, s'est particulièrement illustrée en cette année 2019



Lire p.4

La Cimaf produira bientôt 850 000 tonnes de ciment par an



Lire p.6

Groupe Castel : 2^e rang mondial des négociants viticoles



Lire p.9

La Smag met la main à la pâte



Lire p.12

Dossier

RÉTROSPECTIVES

2019 UNE ÉCONOMIE CROISSANTE

PERSPECTIVES

RÉTROSPECTIVE 2019 TOTAL MARKETING GABON

L'AGATOUR ET LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME AU GABON

RÉTROSPECTIVE 2019 VIVO ENERGY GABON

Lire p.13 – 19

Prochain numéro :

DÉVELOPPEMENT DURABLE – RSE – HSE

N°81
FÉVRIER
2020



CIMAF
Ciments de l'Afrique



**Pour vos constructions,
la meilleure solution**



Gabon SA — Zone industrielle — Word, lot 383 — Owendo-Libreville — BP : 23914 — Tél. (+241) 01722273

Sommaire N°80

VIE ÉCONOMIQUE

4 – 12

JEU CONCOURS : GAGNEZ UN ALLER-RETOUR LIBREVILLE CASABLANCA

p.5

LE CONCEPT D'ARISE RÉPOND AUX BESOINS DES ACTEURS INDUSTRIELS

p.7

DOSSIER

13 – 19



LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

p.16

LES AFRICAINS PEUVENT VOYAGER SANS VISA OU AVEC UN VISA À LEUR ARRIVÉE VERS PLUS DE 27 PAYS

p.18

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CEMAC

p.20

AGRICULTURE

23

LA CERTIFICATION RENFORCE LE LEADERSHIP D'OLAM

p.23

Édito

D'HIER À AUJOURD'HUI

À l'aube des fêtes de cette fin d'année 2019, ECONOMIE GABON + publie sa 80^e édition

Par Anne-Marie Jobin

Dans de nombreuses philosophies, le chiffre 8 est synonyme d'harmonie, de paix et d'équilibre. C'est le chiffre qui stabilise et aide à prendre des décisions bénéfiques. Mêler la spiritualité à l'économie d'un pays est un sujet qui dépasse mes compétences, mais il est confortable de se réfugier sous cet aspect pour espérer que perdure l'émergence à laquelle nous aspirons.

L'an dernier, à cette même période, nous espérions tenir le cap d'un taux de croissance de 2,8 %, or nous l'avons dépassé pour atteindre les 3,4 %. Ce numéro d'Economie Gabon+ met les rétrospectives à l'honneur, mais aussi les perspectives. Du fait de la reprise de l'activité dans les principaux domaines de l'économie, le Gabon se relève essentiellement grâce aux secteurs des hydrocarbures, des mines, des transports, du bois et de l'agriculture. L'augmentation des exportations des matières premières liée à la remontée des cours du manganèse, du bois ou encore du pétrole, permet à l'économie gabonaise d'entrevoir des perspectives optimistes.

Concernant notre journal Economie Gabon +, nous annonçons à cette même époque l'an dernier vouloir nous tourner davantage vers le numérique sans pour autant délaisser le format papier. Ce choix nous prouve que nous avons raison. La demande nous engage à tirer 13 000 exemplaires au format tabloïd. Le développement de notre rubrique « Coopération bilatérale » en collaboration avec les ambassadeurs représentant leurs nations respectives au Gabon est un succès. Dès le prochain numéro à paraître en février 2020, nous ouvrirons une nouvelle rubrique et la consacrerons au « Portrait du mois ». Elle s'adressera à toute personne présentant un

parcours atypique ou encore remarquable. Les questions parfois insolites posées à nos interviewés et la pluralité des sujets décortiqués surprennent et intéressent nos lecteurs. Nous persévérons donc sur cette voie.

Les réseaux sociaux s'accroissent aussi. La diffusion des vidéos de vos événements, de vos clips publicitaires, rencontre un vif succès auprès de nos adhérents. Nous comptabilisons 2288 abonnés sur Facebook et enregistrons 2824 followers sur Twitter. Ces chiffres pourraient être supérieurs, mais nous sélectionnons nos cibles pour garder l'excellent niveau de notre lectorat. 11 400 inscrits volontaires reçoivent notre newsletter bimensuelle. Lancée en octobre, la chaîne YouTube « Les Échos de l'Eco » évolue favorablement. Quant à notre site Internet, revu et corrigé, réactualisé et bien géré, il enregistre 3 000 de visiteurs par mois.

Je profite de cet édit de fin d'année pour vous remercier Messieurs les Présidents, les Directeurs généraux, pour votre accueil et pour la confiance que vous nous témoignez. Un grand merci aussi à vous, les entreprises, tous secteurs confondus, de mettre à disposition nos journaux sur vos comptoirs d'accueil, de les distribuer lors des événements organisés dans vos locaux, et enfin, un grand merci chers lecteurs, pour l'attention que vous portez aux informations que nous vous transmettons. Nous recevons de chaleureux messages de félicitations et d'encouragements qui nous stimulent et suscitent chez nous l'envie de progresser encore et encore.

Il est temps à présent de vous souhaiter de très belles et heureuses fêtes ■

Rendez-vous en 2020.

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cél. : +241 65 31 70 00

Directrice générale & Journaliste
Anne-Marie JOBIN : +241 65 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.ga

César LEMAIRE (Journaliste stagiaire)

Sécretaire de rédaction
Manuella MENGUE M'EYI
manuella@economie-gabon.ga

Responsable multimédia
Tél. : +241 11 44 11 62
contact@economie-gabon.ga

Responsable réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Publicité & marketing :

241 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie
Donald ELLA

Informations légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :
MEDIAGAB
Tél: 011 44 11 62

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 11 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Impression : Multipress
Tirage : 12 000 exemplaires
Tél.: 01 73 21 75 / 01 73 22 33



César LEMAIRE
Journaliste stagiaire

LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE NKOK, OU GSEZ, S'EST PARTICULIÈREMENT ILLUSTRÉE EN CETTE ANNÉE 2019

Stratégiquement située au cœur de l'Afrique centrale, la Gsez de Nkok offre une grande flexibilité de libre-échange entre les 6 pays de la Cemap, ce qui représente plus de 50 millions de personnes. Cette zone propose un statut fiscal unique et offre un climat économique stable et compétitif aux entreprises qui s'y installent. Actuellement, ce centre accueille plus de 161 investisseurs issus de 18 pays différents.

Anne-Marie Jobin

La première phase de ce parc industriel multisectoriel de 1 126 ha est déjà opérationnelle sur 620 ha. Les activités développées au sein de la zone se diversifient et sont génératrices d'un succès croissant qui favorise la balance commerciale. Nous réservons cette interview à Igor Simard, administrateur général de l'Autorité administrative de la ZES de Nkok, qui accepte de développer les process mis en place, contributeurs de nouvelles ressources répondant à la diversification de l'économie.

ECONOMIE GABON + : Monsieur Simard, vous avez pris vos fonctions depuis 7 mois. Ce recul vous permet-il de nous dresser une rétrospective 2019 ?

Depuis sa création, la Zone économique spéciale (Zes) de Nkok s'impose toujours davantage comme une référence de partenariat public-privé à travers Gsez, sur l'ensemble du continent africain. Nous sommes encouragés et fiers de pouvoir compter parmi nos visiteurs des chefs d'État, des ministres étrangers, qui viennent s'inspirer du modèle gabonais de diversification de son économie.

Cette prise de conscience, dont nous avons pu apprécier les effets au cours de l'atelier de l'Afzo (Organisation africaine des zones franches) organisé par l'Autorité administrative de la Zes de Nkok (AAN) en début d'année 2019, nous permet d'occuper une place au sein même du comité de direction de cette organisation. C'est donc dire que notre expérience retient l'attention. La Zes de Nkok s'est aussi dotée d'un nouveau texte de loi qui élargit son caractère en zone d'investissement spécial, à savoir un espace géographique comprenant plusieurs types de régimes incluant la zone spéciale qui conserve ses avantages fiscaux-douaniers et permet aux opérateurs économiques logés au droit commun de bénéficier des facilités logistiques et opérationnelles de la ZES.

Enfin, pour garantir la traçabilité et la légalité des produits « Made in Nkok », consécutivement aux instructions du président de la République au chapitre de la certification FSC de la Zerp, l'AAN a signé une convention avec un organe indépendant de certification du bois. Il s'agit de Tracer Nkok qui assure la traçabilité et la légalité des grumes entrant dans la zone et ce depuis le mois d'octobre. 100 % des grumes qui transitent par le cordon douanier sont tracées. Notre objectif est une certification FSC à l'horizon 2022.

Durant cette année, nous avons également enregistré l'entrée en production de plusieurs unités de transformation, essentiellement dans le secteur bois, et sommes passés de 58 entreprises en production en décembre 2018, à 68 entreprises en octobre 2019.

Enfin, la ZES de Nkok a poursuivi son développement, créant plusieurs centaines d'emplois en 2019 et assumant son rôle de locomotive industrielle, malgré un ralentissement économique mondial et une concurrence accrue sur le marché du bois de placage.

EG+ – Question évidente : quelles perspectives pour 2020 ?

Un objectif permanent de l'AAN est d'améliorer la qualité des services délivrés par le guichet unique et de les normer. Pour cette année 2020, nous allons accentuer nos exigences en termes de suivi et d'efficacité des services administratifs.

En 2017, nous avons débuté la construction du centre de formation professionnelle AVIC dont les travaux s'achèveront en mars 2020 pour le gros œuvre. La livraison complète est prévue en juillet pour une rentrée académique en septembre 2020. Ce centre de pointe offrira des formations professionnelles, notamment sur les besoins des opérateurs économiques de Nkok, afin d'offrir plus d'opportunités d'emplois qualifiés aux Gabonais.

Nous sommes aussi confiants de l'entrée en production de la « Santé pharmaceutique », un opérateur qui fabriquera et commercialisera des médicaments génériques afin de réduire le coût de la vie pour le marché national et sous-régional.

EG+ – Quand prévoyez-vous d'aménager une deuxième phase industrielle ?

La ZES de Nkok est divisée en trois sous-zones : une sous-zone commerciale de 15 ha, une sous-zone résidentielle de 44 ha et dans

un premier temps, une sous-zone industrielle de 560 ha. À ce jour, les travaux d'extension et d'aménagement de la deuxième phase ont débuté depuis quelques mois déjà. Nous comptons recevoir de nouvelles usines dès le début de l'année prochaine.

EG+ – Quel est le secteur d'activité le plus dynamique ? La sidérurgie ? Le bois ?

La ZES de Nkok est un projet impulsé par le chef de l'État qui fait suite à une mesure courageuse portant sur l'interdiction d'exporter les grumes. La zone est donc initialement dédiée au secteur bois. Les exportations de bois représentent plus de 70 % des exportations totales de la zone.

EG+ – Le cluster bois accentue la troisième transformation et le volume de cette activité prend une telle importance (33 entreprises en 2017 – 58 en 2018 et 20 autres actuellement en construction) que ses produits sont exportés. Quels sont les principaux pays destinataires ?

Pour rappel, le cluster de la ZES de Nkok est un espace dédié aux PME qui exercent dans la troisième transformation du bois (fabrication de meubles).

En règle générale, les opérateurs de la Zes de Nkok ont l'obligation d'exporter au moins 75 % de leur production et d'en écoulé au maximum 25 % sur le marché local sans perdre le bénéfice des avantages fiscaux et douaniers.

Les destinations varient en fonction du produit fini : le contreplaqué et les feuilles de placages sont très demandés en Inde, en Chine, aux Émirats arabes unis et dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est.



■ Igor Simard, administrateur général de l'Autorité administrative de la Zes de Nkok

Les meubles (3^e transformation) sont très demandés en Amérique du Sud et en Europe, il n'en demeure pas moins que les pays d'Asie en sont également demandeurs.

EG+ – Une école de formation aux métiers de l'industrie est en cours de construction. Combien pourra-t-elle recevoir d'apprenants ? Qui seront les professeurs ? Quels sont les débouchés professionnels ?

Le centre de formation professionnelle actuellement en construction au sein de la zone sera spécialisé dans les métiers de l'industrie pour mieux répondre à la problématique de l'adéquation formation – emploi. Ce centre de formation a une capacité de 1 000 apprenants par an, les professeurs seront sélectionnés à l'échelle nationale et internationale par le ministère sectoriel.

EG+ – Une telle zone nécessite des infrastructures

d'accueil qui apportent des conditions de vie favorables à l'épanouissement de chacun, notamment des commerces, des écoles, des pharmacies, un cabinet médical etc. Ces implantations sont-elles au programme ?

Absolument. Comme mentionné plus haut, la ZES de Nkok est subdivisée en trois sous-zones : une zone commerciale, une zone industrielle et une zone résidentielle. Il s'agit donc d'un projet intégré. Outre les aspects industriels, l'objectif est de faire de la zone un cadre propice à l'épanouissement des populations qui y vivront et de celles qui seront de passage, avec toutes les commodités, en particulier : une station-service Gab'Oil, l'installation de Prix Import et du groupe Ceca-Gadis, la présence des banques BGFI, UGB, Orabank, d'un business centre et d'établissements scolaires ■



■ Zone économique spéciale de Nkok




UN VOYAGE À CASA

GAGNEZ UN BILLET D'AVION
LIBREVILLE / CASABLANCA
ALLER / RETOUR



**PARTICIPEZ
AU JEU CONCOURS**

INSCRIVEZ-VOUS
SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX




Cote boursière
Juillet - Sept 2019
par :



Devises/FCFA	Juil-19	Sept-19	Variation
USD - Dollar américain	581,2645	596,1620	2,56%
GBP - Livre britannique	730,5457	735,9306	0,74 %
CAD - Dollar Canadien	445,1693	453,3847	1,85%
CHF - Franc suisse	590,2078	599,9241	1,65 %
ZAR - Rand sud-africain	41,9142	40,6457	-3,03%
JPY - Yen japonais	5,3793	5,5350	2,89 %
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	158,6622	162,3978	2,35 %
CNY - Yuan	84,6647	83,7652	-1,06 %
MAD - Dirham marocain	60,8732	61,6733	1,31 %

	Juil-19	Sept-19	Variation
Brent (USD / Baril)	66,83	62,87	-5,93 %
WTI (USD / Baril)	60,35	57,67	-4,44 %
Or (USD / once)	1 406,21	1 494,40	6,27 %
CAC 40 (EUR)	5 587,08	5 617,16	0,54%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 504,99	3 514,24	0,26%
DOW JONES (USD)	27 088,08	26 941,38	-0,54 %

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,50%
Taux d'intérêt des prises en pension :	6,00%
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%
Taux créditeur minimum :	2,4500%



FÊTES À LA CARTE

Prenez une longueur d'avance!

Du 2 au 30 décembre 2019, bénéficiez de **300 000 à 1 500 000 FCFA**, correspondant à 3 fois le montant de la facilité de caisse rattachée à votre carte de paiement VISA.

Avec l'offre Fêtes à la Carte*, passez des fêtes inoubliables.



*Taux de Base Bancaire + 4% soit 15% HT
Frais de dossier : 37 000 FCFA HT



Avançons ensemble

INTERVIEW DE MONSIEUR SALIM KADDOURI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CIMAF

LA CIMAF PRODUIRA BIENTÔT 850 000 TONNES DE CIMENT PAR AN



La Cimaf, Ciments de l'Afrique, est une société marocaine de droit gabonais implantée au Gabon depuis août 2015. Son rôle initial était de répondre aux besoins croissants du marché national.

Anne-Marie Jobin

Devant l'ampleur de la demande, pour combler le déficit en ciment surtout durant la période sèche s'étirant de juin à septembre, la Cimaf s'est engagée à investir environ 114 millions d'euros (75 m^{ds} de F CFA) sur deux projets structurants : l'augmentation de la capacité de production de ciment et la construction d'une usine pour la fabrication du clinker, produit semi fini à la base de production du ciment.



■ Salim Kaddouri, directeur général de la CIMAF

ECONOMIE GABON + Monsieur Kaddouri, où en êtes-vous de vos projets de développement ? En quoi consistent-ils ?

Pour celui concernant l'augmentation de la

capacité de production de ciment, nous l'avons démarré en octobre 2018 et travaillons actuellement à sa finalisation qui devrait arriver à terme au cours du premier trimestre 2020. Il consiste à accroître le volume de fabrication de la cimenterie déjà existante,

La fabrication de ciment sera effectuée à 95 % localement au lieu des 15 % actuels

projet d'une valeur de 14 millions d'euros. Le second projet sur lequel nous travaillons est la création d'une clinkererie (le clinker étant un composant essentiel dans le processus de fabrication du ciment) dans la région de Meba, pour un montant de 100 millions d'euros. Ce dossier est en cours de négociation auprès des instances gouvernementales. La construction de l'usine à clinker permettra la transformation et la valorisation des matières premières locales ainsi que la promotion de la chaîne de valeurs et le développement du tissu industriel. De ce fait lorsque notre second projet arrivera à terme, la fabrication de ciment sera effectuée à 95 %

localement au lieu des 15 % actuels, ce qui représente une énorme valeur ajoutée. L'usine de clinker permettra sûrement l'optimisation des coûts de production, ce qui aura un impact positif sur le prix final du ciment puisque la production sera réalisée localement.

EG+ – Combien de tonnes pourrez-vous produire en ciment et cette quantité sera-t-elle suffisante pour fournir le marché ?

Grâce à l'augmentation de nos capacités de production, nous pourrions fabriquer environ 850 000 tonnes de ciment par an. Cette quantité répondra largement à la demande du pays qui est de 600 000 tonnes par an en moyenne. D'ailleurs, l'augmentation de production de ciment a été effective pour répondre confortablement à la demande du marché, y compris durant les périodes de pics qui se situent en général entre juin et septembre (période sèche) et éviter ainsi toute pénurie pendant cette période estivale.

Pour illustrer cela grâce à quelques chiffres, avec sa nouvelle capacité, l'usine utilisera 50 % de sa capacité de production durant l'année avec un pic de 80 % au cours de la période juillet-août.

EG+ – Si cette quantité est supérieure, est-il possible que vous

commercialisiez du ciment à l'extérieur du pays ?

Nous n'avons pas envisagé cette solution, car les pays limitrophes comme le Congo, le Cameroun ou encore la Guinée équatoriale ont tous des décrets d'arrêt d'importation du ciment. Il serait éventuellement pensable d'approvisionner Sao-Tomé. Toutefois, après la mise en place de l'usine de clinker, c'est l'exportation de l'excédent du clinker qui serait possible vers les pays de la sous-région.

Des formations pratiques seront prévues dans nos usines déjà opérationnelles au Maroc ou ailleurs

EG+ – Combien d'emplois cette usine de clinkererie pourrait-elle générer ?

Cette nouvelle usine pourrait générer quelques 500 emplois directs et indirects, sans parler des entreprises satellites. De plus, cela redynamisera l'économie de la région de Meba. Nous avons pu constater que l'arrêt de production de l'usine de Ntoun a porté un gros préjudice à la région. Ainsi, le Gabon redeviendra l'un des rares pays producteur de clinker en Afrique subsaharienne.

EG+ – Qu'en est-il de la formation professionnelle nécessaire au bon fonctionnement d'une telle usine ?

L'usine de production de clinker demande en effet une certaine maîtrise et nécessité des employés qualifiés afin de garantir une bonne rentabilité. Nous nous employons à mettre en place un plan de formation de notre personnel tant sur le plan théorique que pratique. Des formations pratiques seront prévues dans nos usines déjà opérationnelles au Maroc ou ailleurs. Les personnes en ayant bénéficié reviennent riches d'un savoir-faire et d'expériences plurielles acquises dans les domaines de la chimie, des process, de la gestion de la maintenance mécanique & électrique, de la gestion de la production, ainsi que de la sécurité, de l'environnement et même du management et de la gestion des équipes.

EG+ – Vos activités impactent-elles la biodiversité ?

Bien sûr, toute activité industrielle a une influence sur l'environnement, mais nous nous conformerons à la loi qui prévoit la mise en place d'une d'EIES (étude d'impact environnemental et social) menée par un cabinet spécialisé et validée par le ministère de l'environnement, ce qui permet d'identifier les actions à mettre en place au préalable pour limiter toutes les incidences sur la biodiversité. Nous utilisons des technologies de pointe permettant de limiter les effets négatifs sur la faune et la flore et travaillerons sur la revalorisation des déchets – tels que les cendres, les huiles usées, les déchets ménagers etc. – en garantissant un impact quasi nul sur l'environnement.

EG+ – Quelles actions en faveur de la RSE menez-vous en interne ?

Cimaf étant une entreprise citoyenne, nous avons lancé diverses actions sociales et de développement via les soutiens multiformes apportés aux structures privées ou étatiques chargées des orphelins et des enfants en difficulté. Parallèlement, nous avons signé une convention du programme CAJ avec l'ONE pour la formation d'une dizaine de jeunes diplômés et avons apporté notre modeste contribution au programme YOUTH Mobile piloté par le ministère de l'Entrepreneuriat avec le concours de l'Unesco et inhérent à la réinsertion des jeunes en milieu carcéral. Sur le plan du développement, nous avons mis à disposition de la SEEG notre carrière de Ntoun pour la récupération et le traitement des eaux afin d'augmenter le volume de la desserte en eau potable.

Enfin, comme nous l'avons déjà annoncé, nous envisageons d'apporter sous peu un soutien aux enfants atteints du cancer, tout comme nous entendons participer avec la mairie d'Owendo au rechargement et nivellement de certains tronçons de route fortement dégradés ■

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET. REDÉCOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flasher ce code avec votre Smartphone et visitez nous

f t in

LE CONCEPT D'ARISE RÉPOND AUX BESOINS DES ACTEURS INDUSTRIELS

Le concept d'Arise est né en 2010 au Gabon, un pays à fort potentiel, mais qui n'était alors qu'un exportateur de matière première. Aujourd'hui, la société Gsez Ports SA, filiale d'Arise Holding, est devenue un acteur logistique majeur qui, rappelons-le, gère le New Owendo International Port (NOIP), dédié au vrac. Stoa Infra & Energie, société d'investissement française mise en place par la Caisse des dépôts française (CDG) et l'Agence française de développement (AFD), ne s'y est pas trompée et vient d'acquérir 10% du capital

Anne-Marie Jobin

L'année écoulée, au titre des grands chantiers, la structure Arise Holding a démarré par des constructions, notamment dans les ports de San-Pedro, en Côte d'Ivoire, et Nouakchott, en Mauritanie.

Bien que méconnue du grand public, elle compte parmi ses partenaires l'institution financière Africa Finance Corporation (AFC), le gestionnaire mondial d'actifs Meridiam ainsi que les gouvernements du Gabon, de la Côte d'Ivoire et de la Mauritanie.

Au mois de septembre dernier, l'institution gouvernementale américaine de développement financier Opic (Overseas private investment corporation) a annoncé qu'elle réassurait le nouveau terminal d'Arise dans le Port de l'Amitié (PANPA) de Nouakchott à hauteur de 24,8 millions de dollars.

Née du besoin de trouver des solutions innovantes aux difficultés rencontrées par tous les acteurs industriels du continent en matière de transport et d'énergie, Arise est issue de la vision de Gagan Gupta, membre du comité exécutif et directeur régional pour l'Afrique centrale du groupe d'agro-business Olam International Ltd.

Opérant dans 70 pays, ce dernier est l'un des plus grands fournisseurs de denrées alimentaires et de matières premières industrielles au monde, avec des opérations importantes dans une vingtaine de pays africains.

Le concept d'Arise est né en 2010 au Gabon, un pays à fort potentiel, mais qui n'était alors qu'un pe-

Le modèle économique de cet écosystème correspond à ce que les experts estiment nécessaire au développement de nombreux pays subsahariens

tit exportateur de matières premières. Pendant des décennies, le pays a en effet centré sa production sur le secteur florissant du pétrole et du gaz.

C'est en réponse à ce besoin clair de diversification et de promotion d'industries alternatives qu'Arise a été amenée à fonder la Gabon special economic zone (Gsez), une zone industrielle au sein de laquelle opèrent 72 entités industrielles.

Centrée sur l'industrie du bois alors quasiment inexistante, la GSEZ a été mise en place pour attirer les investisseurs industriels et établir une industrie locale. Ce double objectif requérant davantage que des incitations financières, Gagan Gupta et son équipe ont créé ce qu'ils appellent le « modèle économique de l'écosystème ».

ATTIRER DES PROJETS D'ENVERGURE

L'écosystème Arise au Gabon est très complet. Il inclut des voies de chemin de fer destinées à relier les zones d'exploitation forestière au port d'Owendo via la Gsez et plusieurs gares de chargement ; des installations de stockage

et de traitement du bois ainsi que des services auxiliaires dans la zone industrielle.

Il se veut un guichet unique d'accès aux services gouvernementaux disponibles dans la Gsez et offre les services logistiques ad hoc à ses clients (sociétés forestières, sociétés de transformation du bois installées dans la zone franche et/ou sociétés exportatrices).

Le modèle économique de l'écosystème développé par l'entreprise Arise est particulier, car il sécurise les investissements étrangers

Cela a permis au Gabon de passer du statut de pays exportateur de grumes (troncs entiers) à celui de plus grand exportateur d'Afrique et deuxième exportateur au monde de feuilles de placage (bois transformé). Le pays peut se targuer d'avoir fondé une industrie du bois dynamique et durable.

Le modèle économique de cet écosystème correspond fondamentalement à ce que les experts estiment nécessaire au développement de nombreux pays subsahariens : des investissements venus d'un secteur privé rentable dans une industrie locale à forte valeur ajoutée.

Cela a été rendu possible par la création d'infrastructures et de services logistiques intégrés destinés à accroître la compétitivité, et la mise en œuvre de régle-



■ Terminal multipurpose d'Owendo – Manutention conteneurs

mentations favorables aux investisseurs. Et dénote qu'une entreprise née en Afrique peut attirer des investissements directs à une telle échelle, toute chose ayant pour effet d'encourager les investissements étrangers non seulement dans l'entreprise Arise, mais aussi dans le pays. Ce constat démontre par ailleurs qu'il est possible d'y mener des projets d'envergure. Les États-Unis, la Chine et, assez loin derrière l'Union européenne, continuent d'ailleurs à lutter pour débloquer leurs fonds

afin de financer sur le continent africain les quelques projets qu'ils estiment mûrs et capables de contribuer au développement de l'Afrique.

Ce modèle économique qui a convaincu l'Opic et les institutions publiques françaises, mais aussi des investisseurs privés d'envergure, semble avoir visé juste. Alors que l'importance de l'Afrique dans l'économie mondiale est clairement établie et renforcée par les taux d'intérêt bas à l'Ouest

ainsi que par la rivalité des dirigeants mondiaux sur le plan géopolitique, les entrepreneurs et dirigeants africains cherchent à exploiter ce contexte pour faire du profit et se développer.

Le modèle économique de l'écosystème développé par l'entreprise Arise est particulier, car il sécurise les investissements étrangers et incite au développement tout en contribuant fortement au « local content » ■

Source Apanews

Association Gabonaise des Auditeurs et Contrôleurs Internes



VALORISER



SENSIBILISER



FORMER



ACCOMPAGNER



S'OUVRIR



743 LIBREVILLE
2016AGACI@GMAIL.COM
(+241) 066 84 61 90 / 077 42 99 55

FACEBOOK.COM/AGACINTERNES/
LINKEDIN.COM/COMPANY/AGACI-GABON/

PUBLIRÉDACTIONNEL

INTERVIEW DE MONSIEUR HYGIN ANKAMA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FINATRA

CRÉDIT-BAIL/AFFACTURAGE : COMMENT ÇA MARCHE ?

Présente au Gabon, et plus précisément à Libreville et Port-Gentil respectivement depuis 1998 et 2009, la Financière transafricaine (Finatra) est une société du groupe BGFIBank spécialisée dans les métiers du crédit à la consommation, du crédit-bail, de crédit d'investissement et de l'affacturage. Son activité commerciale est donc articulée autour de ces quatre métiers qui répondent aux besoins de deux cibles clientèle : les clients particuliers et les clients entreprises (corporate, PME/PMI et professionnels).

Nous avons rencontré Monsieur Hygin Ankama, directeur général, qui a présenté officiellement les trois types de financement mis à disposition par Finatra lors de séminaires commerciaux, le 25 octobre 2019 à Libreville et le 31 octobre 2019 à Port-Gentil.

ECONOMIE GABON+ :
Monsieur Ankama,
quels sont les avantages
d'un crédit-bail que ne
présentent pas les autres
offres de crédits ? Pouvez-
vous développer l'intérêt de
choisir cette formule ?

Le crédit-bail est une solution de financement du matériel d'exploitation qui amène à mettre à la disposition d'une entreprise (client) un équipement mobilier ou immobilier moyennant le paiement d'une redevance périodique (loyer). Les principaux avantages de cette solution de financement sont les suivants : financement de la valeur des biens à 100 % ; sauvegarde de la trésorerie sans immobilisation des capitaux ; jouissance totale du bien financé grâce à un contrat de location irrévocable ; libre choix du fournisseur du matériel d'exploitation ; TVA déductible et récupérable sur les loyers compte tenu de sa comptabilisation en charge.

Finatra offre une large gamme de produits en matière de crédit-bail, à savoir le crédit-bail mobilier, le crédit-bail immobilier, le lease back, la location avec option d'achat et la location longue durée.

Enfin, Finatra s'engage à répondre à toute demande de crédit dans les 10 jours ouvrés suivant la constitution du dossier.

EG+ – À qui s'adresse plus particulièrement le crédit-bail ? Le souscripteur doit-il présenter une caution ? À quel taux de financement prêtez-vous ? Ces taux sont-ils plus intéressants qu'un crédit ordinaire contracté auprès de la banque ? Sur combien de temps est-il possible d'étaler ces crédits ?

Le crédit-bail est une solution de financement destinée aux PME/PMI, grandes entreprises et

professionnels. C'est un produit de location avec option d'achat qui permet de financer le matériel d'exploitation neuf. À ce titre, c'est la notion de loyer qui est mise en avant dans ce type de financement tripartite (Finatra, client, fournisseur), car il s'agit de la location d'un bien à un client. Contrairement au crédit ordinaire contracté auprès de la banque, le crédit-bail a des avantages concurrentiels tels que : simplicité et efficacité, procédures et garanties allégées, réactivité dans la constitution du dossier ; liberté dans le choix du fournisseur et dans la négociation du prix du matériel à financer ; rapidité : réponse à toute demande de financement en 10 jours ouvrés.

EG+ – Dans l'hypothèse où votre client rencontre un problème de disponibilité de trésorerie, quelle solution proposez-vous ?

Aujourd'hui, force est de constater que beaucoup d'entreprises présentent des tensions de trésorerie. En effet, au regard de ces décalages de trésorerie, et en tant que société de financements spécialisés, nous proposons à nos clients la solution de financement par affacturage qui est un excellent mécanisme permettant de financer son besoin en fonds de roulement et de disposer d'une trésorerie en permanence.

EG+ – Quelles sont les conditions pour bénéficier du crédit affacturage ? Les éventuels crédits en cours contractés par vos mêmes clients entrent-ils en compte dans votre étude ?

Lorsqu'une entreprise fournit une prestation ou un service à son client sur la base de contrats ou de bons de commandes d'une part, et que les délais de règlement peuvent être plus ou moins rallongés d'autre part, cette entreprise peut avoir recours à l'affacturage pour bénéficier de la trésorerie en 72h sans supporter les

délais de 30 à 90 jours. L'affacturage est un procédé par lequel le « factor » (Finatra) finance par anticipation le montant des créances transférées (les factures) par les entreprises (adhérents) après déduction éventuelle des frais financiers et commissions (rémunération du factor) et en assure le recouvrement auprès des acheteurs (les clients des adhérents). En d'autres termes, Finatra finance les factures des entreprises qui lui sont cédées en mettant à leur disposition la trésorerie nécessaire pour le financement de l'exploitation et en assure le recouvrement.

En résumé, la factorabilité d'un prospect est établie lorsque celui-ci ressortit à l'une des préoccupations suivantes : affaires en croissance ; gros investissements pesant temporairement sur la trésorerie ou tension de trésorerie ; retards de paiement ou impayés significatifs.

EG+ – Le principe de l'affacturage se résume au fait que vous financez par anticipation les factures des fournisseurs de vos clients. Comment sont calculés les frais ? Quel en est le coût ? Est-ce plus économique que de contracter un crédit remboursable par anticipation ?

Le factor se rémunère sur le financement des créances. Cette rémunération prend également en compte le coût du recouvrement et la prise de risque. Sont prélevés en général : un taux de financement ou taux d'intérêt qui rémunère l'avance de trésorerie consentie. Ce taux d'intérêt s'applique sur le montant de la facture pendant toute la durée du financement (c'est-à-dire jusqu'au paiement final par l'acheteur). Il est à noter que la durée de financement est étendue sur 90 jours ; une commission affacturage correspondant aux frais de gestion et incluant le coût des sondages, des éventuelles relances et du recouvrement. Elle est exprimée par un pourcentage flat appliqué sur montant de la facture.

Le coût en affacturage est relativement faible. En général, la somme du taux de commission et du taux d'intérêt s'inscrit dans une valeur nominale déterminée à un (1) chiffre. Ce qui reste largement préférentiel.



■ Hygin Ankama, directeur général de Finatra

Cependant, il nous serait impossible de faire des comparaisons entre l'affacturage et une action d'anticipation sur un crédit amortissable contracté. Pour ce qui concerne l'affacturage, la durée d'immobilisation du financement est de 90 jours en moyenne (on parle de très court terme). L'action d'anticipation sur le remboursement ne laisse pas en marge l'affacturage.

EG+ – On parle généralement de taux de bancarisation, pouvons-nous parler de taux de souscription à l'affacturage ? Si oui, qu'en est-il dans votre établissement ? Quelles sont vos statistiques ?

Le métier de l'affacturage a été lancé en 2018 par Finatra et a réellement démarré au cours du second semestre de l'année. Une étude au sein de Finatra a permis de voir les opportunités d'affaires avec les clients existants en portefeuille et déjà engagés sur les métiers du bail et du crédit d'investissement. Pour stimuler ce métier, plusieurs actions sur le terrain, dont les séminaires commerciaux, ont été menées. Il s'agissait en outre d'informer nos clients quant aux mécanismes de financement en affacturage et de susciter l'intérêt de souscrire à ce produit qui leur est dédié.

EG+ – Le secteur bancaire gabonais est en pleine mutation, notamment à travers la diversification des services à la clientèle. Dans le cadre de l'affacturage, qu'est-ce qui distingue Finatra ?

Finatra est le seul établissement financier spécialisé qui commercialise ce type de financement dans la sous-région, ce qui fait de nous des pionniers. Par conséquent, nous détenons l'expertise et l'exclusivité.

Les besoins des clients et du marché étant variables, vous conviendrez qu'il faut s'adapter. D'où l'affacturage.

EG+ dédie cette dernière édition de l'année à la rétrospective 2019 et aux perspectives 2020. Nous vous écoutons.

2019 est marquée par l'accélération de la transformation de notre business model qui consiste à mettre à disposition une gamme plus large de nos produits et services davantage orientée vers les PME/PMI, professionnels et grandes entreprises. Plusieurs campagnes de communication et séminaires réalisés à leur endroit sont venus en appui des actions commerciales effectuées sur le terrain pour renforcer notre présence et notre image.

Notre démarche s'inscrit dans la proximité avec nos clients en étant à leur écoute quant aux besoins qu'ils expriment. Avec nos partenaires, nous leur offrons le meilleur produit financier adapté à leur capacité financière et aux perspectives de croissance de leur activité pour acquérir le matériel d'exploitation adéquat. Ainsi, Finatra contribue au développement des sociétés et participe à la croissance du pays ■

INTERVIEW DE MONSIEUR ALAIN DAVID, DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE SOVINGAB

NUMÉRO UN DES VINS FRANÇAIS, LE GROUPE CASTEL SE PLACE AU DEUXIÈME RANG MONDIAL DES NÉGOCIANTS VITICOLES AVEC 571 MILLIONS DE BOUTEILLES VENDUES À TRAVERS LE MONDE

Ce n'est pas un scoop. Sovingab fait partie intégrante du groupe Castel. La notoriété de la Sobraga est aussi retentissante que la discrétion de Sovingab est avérée. En cette période de fin d'année, il nous a semblé opportun de retracer l'historique de cette unité et son évolution. Pour ce faire, nous sommes allés à la rencontre de son directeur d'exploitation et œnologue, Monsieur Alain David.

Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON +
Monsieur Alain David, nous savons que le groupe Castel s'est implanté au Gabon en 1966. En quelle année la Sovingab a-t-elle été créée et pour quelle raison ?

La Sovingab existe depuis 1956 et le groupe Castel l'a rachetée en 2002. Historiquement, l'essence de la vocation du groupe Castel est le vin. Aujourd'hui, il possède 18 châteaux, il est le 1^{er} négociant viticole d'Europe et le deuxième mondial avec 571 millions de bouteilles vendues à travers le monde. Au Gabon, nous représentons une cinquantaine de références issues de cépages de Bordeaux bien sûr et aussi d'Alsace, du Val de Loire, du Languedoc et de Bourgogne.

EG+ – Combien d'emplois avez-vous générés dans cette filière ? Comment sont formés vos commerciaux ?

Il est important de noter que depuis 2002, Sovingab a su profiter de la synergie des équipes commerciales et industrielles de Sobraga. Cette grande entreprise de la place, son savoir-faire et sa technologie, ont hissé Sovingab au rang des producteurs et distributeurs locaux incontournables. Nous recevons et stockons dans des cuves des vins de table en provenance d'Espagne qui entreront dans la composition du Sovibor et du Vinocola. L'embouteillage est assuré par la Sobraga. Environ 40 000 hectolitres sont vendus chaque année sur le marché gabonais.

Concernant la vente des vins de table du groupe Castel, nous nous appuyons sur deux commerciaux de Sovingab dont l'un couvre les différentes provinces.

Quant aux vins fins, un chef de marché est chargé de la communication, du marketing et d'animations d'événements, en collaboration avec nos deux commerciaux et moi-même.

EG+ – Castel est le numéro un des vins français et se place au deuxième rang mondial des négociants viticoles avec 571 millions de bouteilles vendues. Au Gabon, votre ascension est-elle constante ? Selon vous, quelle est votre marge de progression ?

Comme dans nombreux autres corps de métier, nous sommes confrontés et impactés par le marché informel, notamment pour le vin de table. Concernant les vins fins, nous nous maintenons malgré une importante concurrence. Une particularité au Gabon est à souligner : les distributeurs sont aussi importateurs. Néanmoins, la vente de nos Châteaux incontournables – de grands noms comme Ferrande, Bousquet, Barreyres et bien d'autres –, représente une grande part de notre chiffre d'affaires.

EG+ – Proposez-vous d'autres alcools que le vin ? Des spiritueux ? Du champagne ?

Oui, en champagne, nous sommes les représentants de Pommery. Mais nous sommes susceptibles de distribuer des produits importés par nos concurrents et nos distributeurs grâce à une très bonne entente et à une saine collaboration. Ainsi, nous pouvons fournir à nos clients du Laurent Perrier, de l'Elexium Trouillard et du Moët et Chandon.

EG+ – En qualité de distributeur, vous travaillez directement avec les revendeurs, les bars et les restaurants. Cette période de fêtes est propice à la consommation de vos produits. Quel pourcentage de votre chiffre d'affaires représentent ces ventes ?

Nous sommes effectivement distribués par les grandes enseignes Ceca-Gadis, Prix Import et Casino, et assurons également des ventes directes, notamment aux restaurants et aux particuliers qui viennent directement à Sovingab. Nous disposons d'une très belle salle de dégustation dans laquelle nous organisons des déjeuners d'affaires ou de dégustation. En décembre 2018, nous avons créé un club privilège baptisé le «Club



Alain David, Directeur d'exploitation de Sovingab

Bacchus» qui donne droit à des tarifs préférentiels, des livraisons à domicile, des initiations à la dégustation...

Pour parfaire la reconnaissance de ses produits de qualité, Sovingab organise régulièrement des « wine working » dans les restaurants de Libreville, initiant ainsi les profanes et consolidant les connaissances des amateurs confirmés, en toute convivialité.

En cette période de fêtes, nous proposons des coffrets cadeaux composés, nous menons des actions commerciales et organisons des dégustations. À cette époque de l'année, les produits haut de gamme rencontrent un franc succès. Les fêtes de fin d'année approchent et les ventes de Sovingab (coffrets, paniers, vins fins et grands crus) vont connaître, comme chaque année, une forte augmentation sur les 2 derniers mois de 2019 ■

BGFIBANK GABON LANCE SA NOUVELLE OFFRE AUX ENTREPRISES BAPTISÉE « BGFI CASH MANAGEMENT ».

BGFI Cash Management est un service de banque à distance optimisé regroupant un certain nombre d'applications existantes telles que BGFIOnline, BGFIclearing, etc. ainsi que de nouvelles applications bancaires (Trade Finance, demande de financement, E-Document etc.) sur un portail web unique.

Communiqué

LANCEMENT DE BGFI CASH MANAGEMENT

Avec un seul code, les clients accèdent en toute autonomie, simplicité et sécurité à un portail web unique couvrant une large gamme de services de base et de fonctionnalités innovantes : consultation des comptes, intégration des fichiers salaires, pré-saisie d'opérations de Trade Finance, demandes de financement, suivi de l'avancement des dossiers, numérisation des chèques, relevé de compte électronique, ainsi que d'autres services.

BGFI Cash Management permet ainsi aux chefs et trésoriers d'entreprises de gérer et suivre en temps réel toutes leurs transactions à distance.

BGFIBank Gabon permet à ses clients de dématérialiser leurs échanges, de profiter d'une flexibilité et d'une autonomie maximales, et de gagner du temps au quotidien dans leurs transactions. Quels que soient leur volume d'opérations, leur équipement informatique et leur organisation, les clients entreprises trouveront chez BGFIBank Gabon l'offre de Cash Management la plus adaptée à leurs besoins et la plus efficace.

Depuis 2015, BGFIBank Gabon s'est lancée dans un vaste processus de transformation digitale. 2019 est l'année de l'accélération digitale avec le lancement de services de banque à distance optimisés pour les particuliers et les entreprises.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS CONDAMNE E-DOLEY À DÉDOMMAGER BGFIBANK

Par un jugement en date du 15 octobre 2019, le tribunal de commerce de Paris a fait droit à l'ensemble des demandes de BGFIBank dans le dossier l'opposant à la société E-Doley.

Le tribunal de commerce de Paris a accueilli favorablement la demande du groupe BGFIBank de se déclarer incompétent dans ce dossier qui concerne exclusivement des entités de droit gabonais.

Il a débouté la partie adverse de la totalité de ses prétentions qu'il juge infondées, faute pour E-Doley d'avoir apporté la preuve de l'existence du moindre préjudice sur le territoire français.

Partant, le tribunal de commerce de Paris a fort logiquement condamné E-Doley à verser la somme de 2 500 euros à chacune des entités de BGFI Holding Corporation SA et BGFIBank Gabon, ainsi qu'aux dépens.

Le groupe BGFIBank, leader en Afrique centrale et présent dans onze pays en Afrique et en Europe, se réjouit que le droit soit passé et réitère son entière confiance dans l'institution judiciaire, tant en France qu'au Gabon.

LE GROUPE BGFIBANK OBTIENT LA NOTE A+ DE BLOOMFIELD INVESTMENT CORPORATION

Au terme d'un audit rigoureux d'évaluation mené sur trois mois, l'agence de notation Bloomfield Investment attribue la note A+ au groupe BGFIBank. Avec cette note, le groupe BGFIBank devient la première institution financière notée en zone Cemac.

« Nous nous félicitons de cette première notation de très bon niveau qui vient ainsi confirmer la volonté du groupe BGFIBank de s'aligner sur les standards internationaux d'excellence et de rigueur inhérents à notre métier. Ce processus de notation dans lequel nous nous sommes engagés il y a déjà plusieurs mois s'inscrit en effet dans le cadre d'une double volonté, celle de nous positionner dans une démarche permanente de renforcement de notre gouvernance et celle d'ancrer notre développement dans l'excellence et la transparence vis-à-vis de l'ensemble de nos parties prenantes », commente Henri Claude Oyima, président directeur général du groupe.

Dans son analyse, l'agence de notation Bloomfield souligne à la fois le positionnement du groupe BGFIBank parmi les plus solides en Afrique, une stratégie axée sur le renforcement de la gouvernance,



de la supervision et de la gestion des risques ainsi que des indicateurs de performance en croissance continue, indiquant une bonne résilience du groupe.

Cette notation traduit également l'engagement du groupe BGFIBank en faveur de la qualité de ses prestations et services, en écho à la certification de plusieurs de ses filiales.

BGFIBANK GABON AUGMENTE SON CAPITAL SOCIAL, UN NIVEAU INÉDIT EN AFRIQUE CENTRALE

BGFIBank Gabon a procédé à l'augmentation de son capital social. De 75 006 332 100 F CFA précédemment, celui-ci s'élève désormais à 100 002 994 350 F CFA, un niveau inédit, jamais atteint dans la sous-région. BGFIBank Gabon devient ainsi la première et la seule banque commerciale en Afrique centrale à détenir un tel niveau de capital.

À travers cette opération, BGFIBank Gabon, filiale gabonaise du groupe leader dans le secteur bancaire en Afrique centrale, renforce ses capacités de financement des investissements et d'accompagnement de ses clients au Gabon et dans la sous-région ■

LA FORMIDABLE ANNÉE DES FINTECHS



L'année 2019 n'est pas encore terminée qu'elle s'annonce déjà comme celle de tous les records pour les fintechs, le secteur des start-up de services financiers.

JAM

C'est désormais une certitude : les grands réseaux bancaires n'ont qu'à bien se tenir. Après l'arrivée des banques en ligne offrant comptes et cartes de crédits gratuits, voici venue l'ère des start-up qui proposent tous ces services sur des applications mobiles.

Plus dématérialisé que jamais, votre argent peut désormais être reçu, transféré et épargné depuis votre smartphone de façon simple et ludique. Des interfaces minimalistes (et conviviales) vous invitent à suivre vos comptes et prévoir vos dépenses de façon régulière.

Oubliez les agences bancaires locales poussiéreuses où votre conseiller n'est jamais le même et où l'attente au guichet vous fait perdre patience. La banque mobile de 2019 est virtuelle, les encaissements de chèques se font à distance et votre conseiller vous répondra dans l'heure par e-mail, d'on ne sait où.

Le grand public est convaincu : les trois leaders européens (Revolut, N26 et Monzo) comptent désormais plus de 15 millions de clients. De leur côté, les investisseurs se frottent les mains : le secteur est en pleine effervescence et les levées de fonds se multiplient.

QUAND LES FINTECHS N'ONT PLUS DE PRIX

Dire que les actions des fintechs s'arrachent serait un euphémisme. Depuis le mois de janvier, Monzo a levé 144 millions d'euros et N26 470 millions d'euros.

De son côté, Revolut pouvait sembler peu gourmande en capitaux avec « seulement » 302 millions d'euros levés depuis sa création pour plus de 7 millions de clients. La start-up ne compte pourtant pas se laisser distancer par des concurrents qui seraient devenus plus capitalisés : la rumeur indique qu'elle serait en train de préparer une levée de fonds record.

Selon Bloomberg, elle aurait mandaté JPMorgan Chase pour préparer un tour de table de 1,5 m^d (500 millions de dollars d'actions et 1 000 millions de dollars d'obligations convertibles). Une telle levée valoriserait l'entreprise entre 5 et 10 m^{ds} de dollars. La fintech serait ainsi à deux doigts d'atteindre le statut tant convoité de « décacorne », ces rares licornes dont la valorisation s'exprime avec onze chiffres...

Cette performance laisse rêveur lorsque l'on sait que Revolut n'a été fondée qu'en 2015 et que la vénérable Société générale n'est aujourd'hui valorisée qu'à 22 m^{ds} d'euros.

QUELLE PLACE RESTE-T-IL POUR L'INNOVATION ?

Avec des leaders dont la valeur devient comparable à celle de banques centenaires et qui comptent déjà des millions de clients, reste-t-il encore de la place pour les nouveaux entrants ?

C'est ce que veulent croire certains entrepreneurs et investisseurs. Le petit Poutet Starling Bank a annoncé voici quelques jours avoir levé 30 millions de livres (soit près de 33 millions d'euros) pour développer son activité. La néo-banque offre un service classique de compte courant accessible depuis une application mobile, qu'elle a agrémenté d'un outil de suivi de dépenses avec alertes prédictives – et étendu aux PME. Elle revendique désormais près d'un million de clients actifs.

Alors que pleuvent des dizaines, voire des centaines de millions d'euros sur les fintechs, nous ne pouvons que constater que les offres se tiennent dans un mouchoir de poche. Le combat ne se joue pas tant sur la richesse des services offerts, qui doivent par définition rester simples, que sur le terrain de l'acquisition de clients.

LE MODÈLE AMAZON APPLIQUÉ À LA BANQUE

Les fintechs ont désormais quitté le monde de l'innovation pour entrer dans celui de la finance. Les entrepreneurs du secteur profitent de la présence d'investisseurs rompus aux calculs de rentabilité qui n'hésitent pas à déverser des montants colossaux lorsqu'ils jugent les entreprises potentiellement rémunératrices.

Aujourd'hui, la question n'est plus « Que proposer aux clients ? », mais « Combien de clients pourrions-nous acquérir ? ». Les fintechs opèrent toujours à perte et le capital injecté sert uniquement à les faire survivre le plus longtemps possible.

Face à l'arrivée de ces jeunes entreprises prêtes à tout pour capter des parts de marché, il serait tentant de condamner les anciens acteurs. Il est évident que le business model des banques de détail, avec leur maillage d'agences et leurs frais de tenue de compte élevés, ne pourra pas survivre si les néo-banques s'im-

plantent durablement dans le paysage. C'est d'ailleurs ce qu'a anticipé le marché en envoyant au tapis les actions de quasiment toutes les banques européennes... au point de les brader totalement.

La Société générale, par exemple, ne cote plus que six fois son résultat net et offre un rendement annuel supérieur à 8,5 %. Le marché fait déjà comme si les banques historiques allaient disparaître d'ici 2025, sans laisser aucun actif derrière elles. Vous pensez vendre à découvert les actions des grandes banques pour profiter de leur chute ? Il est trop tard – leurs actions ne valent déjà plus grand-chose.

Ce consensus donne une opportunité rare aux plus contrariés d'entre vous : il est aujourd'hui possible de profiter de l'incertitude que font planer l'arrivée des fintechs et l'avenir de la zone euro pour acquérir quelques actions bradées des grands réseaux bancaires.

En plus de vous apporter un rendement des plus confortables, elles pourraient être à la veille d'un important rebond. Le marché semble réaliser son excès de pessimisme des derniers mois : la Société générale, qui vient d'annoncer des résultats pourtant médiocres pour le dernier trimestre avec 23 fermetures d'agences et un résultat net en baisse de 34 %, est en hausse de plus de 22 % sur trente jours.

Malgré cette hausse fulgurante, le titre reste quasiment moitié moins cher par rapport à 2017 alors que le contexte économique était comparable. Un retour à ces niveaux vous offrirait une plus-value de 164 %. Nous pouvons remercier les fintechs d'avoir participé à cette panique généralisée qui nous offre une opportunité d'achat peu commune ! ■



Devient, le 1^{er} janvier 2020



Toujours les meilleurs services en assurances au sein du réseau de courtage panafricain le plus développé.

CONTACT:

**546 Bd Triomphal Omar Bongo Ondimba
BP 409 Libreville Gabon**

**Tél : 011 76 55 77 - 011 72 87 48
Mail : gabon@olea.africa**



**MAG
EN PDF**

www.economie-gabon.ga

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF retrouvez tous nos magazines en version numérique format PDF



Restez mobile toujours assuré

Votre assurance auto en ligne accessible
depuis votre smartphone. Rendez-vous
sur la plateforme auto-direct.axa.ga

+241 04 04 04 41 ou 074 04 04 41

www.axa.ga

baloon

PUBLIRÉDACTIONNEL

LA SMAG MET LA MAIN À LA PÂTE



■ La SMAG, société meunière et avicole du Gabon

La panification est le procédé technique qui permet de transformer de la farine en pain. Elle demande la maîtrise du pétrissage, de la fermentation et de la cuisson.

Anne-Marie Jobin

La technique de panification a beaucoup évolué au cours des siècles. L'utilisation de levure de bière puis la production industrielle de levure de boulanger ont favorisé le développement du pain obtenu par fermentation, comme les produits de type baguettes et pain de mie. Pour fabriquer du pain, il faut de la farine, de l'eau, du sel et de la levure de boulanger ou du levain. La farine apporte des sucres fermentescibles utilisés par la levure, ainsi que des protéines (le gluten) qui donneront la texture viscoélastique à la pâte. Il existe de nombreux types de farines pour faire le pain. La plus utilisée est la farine Type 65 (T65) dite « Boulangère ». Suivant les conditions de fermentation, la pâte sera plus ou moins « levée » et donnera après cuisson un pain plus ou moins volumineux et une mie plus ou moins aérée.

C'est pour une formation détaillée sur les principes de la panification que la SMAG a invité un formateur venu de France, Monsieur Romuald Ali Ouro-Nille afin de sen-

sibiliser les boulangers de Libreville aux bonnes méthodes et proposer des ateliers sur les techniques à appliquer. Les bases du procédé de panification sont toujours les mêmes, mais les produits évoluent

et les matériels s'adaptent.

À Libreville, parmi les 65 boulangeries implantées et équipées d'un fournil de production de pain, de plus en plus souhaitent pouvoir diversifier leur

production et proposer à leurs clients une gamme diversifiée et de qualité. Afin de les assister dans cette démarche, la SMAG leur a proposé d'approfondir la connaissance de leurs opérateurs sur certains procédés tels que l'importance du dosage de l'eau, de la levure, la température du pétrin, et bien d'autres savoir-faire.



■ Fabrication de différents pains dans le nouveau fournil de la SMAG



■ Les bénéficiaires de la formation

La SMAG produit et commercialise les marques suivantes :



À libreville, 65 boulangeries sont implantées et équipées d'un fournil de production de pain

Pour Romuald Ali Ouro-Nille, « il est nécessaire que [les boulangers] comprennent bien l'importance et l'enjeu de chaque étape de la panification. Cela leur permettra ensuite de bien identifier les propriétés des différentes farines utilisées et de choisir la mieux adaptée aux différents types de produits qu'ils souhaitent fabriquer. De plus, cette maîtrise leur permettra des économies substantielles, car si la pâte est correctement travaillée, la très bonne qualité des farines de la SMAG leur permet de s'affranchir de l'ajout de correcteurs onéreux ».

Ainsi, nombreuses sont les boulangeries à s'équiper aujourd'hui d'une véritable chambre de pousse. Cet outil indispensable permet de contrôler le processus de fermentation dans des conditions de température et d'hygrométrie maîtrisées, et de l'adapter selon le type de pain attendu.

Sur les quatre jours de cours théoriques et pratiques dispensés par Romuald Ali Ouro-Nille deux jours ont été consacrés à la fabrication de la baguette et deux autres jours ont été axés sur la fabrication des pains dits « spéciaux ». En effet, la SMAG propose aujourd'hui une offre élargie de différents types de farine prêtes à l'emploi pour faciliter la préparation de ces pains : pain de seigle, com-

plet, de campagne, multi-céréales... et aussi des farines spécifiques pour la confection des pâtisseries et des viennoiseries (croissants, brioches, etc.).

Deux ateliers sur la panification ont donc été organisés dans les boulangeries, notamment à l'Escale, avec 33 boulangers issus de 12 boulangeries de la ville. Ils étaient accompagnés de l'équipe technico-commerciale de la SMAG qui dispose aujourd'hui d'un tout nouveau laboratoire qualité et d'un fournil d'essai complet leur permettant de tester et développer les farines qui répondent au mieux aux besoins des clients.

Pour complément d'information, soulignons qu'à ce jour la SMAG est en capacité de transformer 380 tonnes de blé par jour, soit 120 000 tonnes par an permettant la production de jusqu'à 95 000 tonnes de farine réservées à des fins culinaires. Les farines ménagères que l'on trouve en supermarché (1^{er} prix et Fleurine) sont utilisées pour la fabrication des gâteaux, des crêpes, de pâtes à tarte ainsi que des sauces.

Compte tenu de la demande et du fort engouement des participants à l'issue des ateliers, la SMAG accueillera de nouveau Romuald Ali Ouro-Nille au Gabon dans le courant du premier semestre 2020 pour poursuivre la formation auprès des boulangeries librevilloises et dispenser aussi son savoir faire auprès des boulangers en province ■

La SMAG est en capacité de transformer 380 tonnes de blé par jour, soit l'équivalent de 95 000 tonnes de farine par an

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET... REDECouvrez l'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous



RÉTROSPECTIVES

2019 UNE ÉCONOMIE CROISSANTE

PERSPECTIVES

DÉCEMBRE, MOIS DES BILANS !

Sans s'appesantir sur le passé, il faut de temps en temps se retourner pour voir le chemin parcouru. S'il fallait résumer 2019 en un mot, je choisirais « visibilité ». En effet, cette année a été l'occasion de montrer et de renforcer le dynamisme d'Economie Gabon +.

Anne-Marie Jobin

Ce numéro est le théâtre de vos réussites. Nous vous avons proposé un exercice de récapitulation de vos activités et quelques-uns d'entre vous ont accepté de nous offrir le meilleur. Les projets de l'Agatour, la mise en place par la Smag d'une formation continue dispensée aux boulangers, le cinquantenaire de Total Marketing Gabon, les opérations multiples et variées de VivoEnergy Gabon (Engen), les nouvelles offres de la BGFI, l'influence sur l'économie gabonaise de la zone économique spéciale de Nkok et les confidences d'Alain David, directeur

d'exploitation de Sovingab du groupe Castel, sont autant de sujets mixés dans cette édition de fin d'année qui laisse percevoir des perspectives rassurantes. En février, du 17 au 20, le Gabon recevra à Libreville la 44^e assemblée générale de la Fanaf, grand-messe des sociétés d'assurances africaines dont le thème général sera : « La donnée et l'innovation au cœur de l'assurance africaine ». Plus de 1 200 personnes sont attendues pour cet événement. Elles représentent une embellie pour les hôteliers, restaurateurs, loueurs de voitures, compagnies aériennes etc. d'une part, et d'autre

part pour l'économie gabonaise. Le choix du pays dans lequel s'organisent de tels événements détermine sa cote et sa stabilité. Malgré les problèmes rencontrés, le Gabon reste une vitrine sur laquelle s'appuient les plus grandes entreprises pour valoriser leurs activités.

Au regard de cette analyse, un travail de fond important effectué au cœur d'Economie Gabon + nous a permis d'améliorer nos outils de transmission de l'information. Je l'évoque dans l'éditorial et précise les moyens que nous utilisons pour nous montrer plus efficaces. 2019 a été une année riche en événements et vous avez pu suivre les différents aspects de vos activités dans notre journal, sur nos supports papier ou numériques. Nous avons réussi à vous mobiliser et à vous mettre en confiance pour que les thèmes proposés soient développés dans vos secteurs respectifs. La définition

d'un état du marché ainsi retranscrit est opportune à une analyse globale. C'est en ce sens que nous voulons progresser encore. Il y a tant à faire, tant à proposer. Profitons de ces espaces disponibles pour échanger, relayer, communiquer, diffuser... Notre structure se veut une vitrine et répondre aux attentes de nos fidèles pour qu'ils attirent de nouveaux lecteurs. Pour se faire et dans le seul objectif de mieux vous servir, nous vous adresserons très bientôt une enquête de satisfaction composée de quelques questions. Nous vous remercions par avance d'accepter d'y participer.

Je ne saurais conclure sans souhaiter à chacune et chacun d'entre vous une excellente année 2020. Que cette nouvelle année vous apporte santé et bonheur, épanouissement personnel et professionnel ! ■

PUBLIRÉDACTIONNEL

RÉTROSPECTIVE 2019 TOTAL MARKETING GABON

OCTOBRE 2019, TOTAL MARKETING GABON CÉLÈBRE SON CINQUANTENAIRE AU GABON

Pour cette occasion exceptionnelle, Total Marketing Gabon a exprimé sa reconnaissance à la fois à l'ensemble de son personnel pour son dévouement et son engagement, et à ses nombreux partenaires pour leur fidélité à la marque Total. L'ensemble du réseau des stations-services Total s'est aussi mis aux couleurs des 50 ans de Total Marketing Gabon.



Édouard Bourdin, directeur général Total Marketing Gabon : « Total Marketing Gabon œuvre chaque jour à être une marque de référence reconnue pour sa proximité avec ses clients. »

5 NOUVELLES BOUTIQUES OUVERTES À OLOUMI ZI, PLEIN CIEL, OKOUMÉ, LE GABON, BELLE VUE



TOTAL EXCELLIUM, UNE ARMÉE D'ADDITIFS AU SERVICE DE VOTRE MOTEUR



CAMPAGNE TOTAL QUARTZ



Total Marketing Gabon a lancé cette année la deuxième édition de la tombola Total Quartz qui a permis de récompenser plusieurs clients fidèles des stations Total au Gabon en leur offrant 1 an de vidange gratuit.

Félicitation à nos heureux gagnants !

Pour les festivités de fin d'année, Total Marketing Gabon est en fête et offre plusieurs lots à l'ensemble de ses clients. Gagnez plusieurs lots avec la gamme Total Quartz 9000.

CARTE TOTAL : LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CARTE TOTAL B2C SUR LE RÉSEAU

Total Marketing Gabon est heureux de mettre à la disposition de ses clients particuliers la nouvelle carte Total qui leur permettra de faire le plein d'avantage dans toutes les stations-services Total.



L'objectif de la campagne est de présenter son nouveau design et de soutenir la croissance des ventes qui ne cesse d'évoluer. Elle permettra également de cibler les besoins des clients.

La carte Total est disponible et rechargeable dans toutes les stations-service.

LES « JEUNES GÉRANTS » CHEZ TOTAL



Le programme « Jeunes gérants » a été lancé par Total Marketing Gabon afin de promouvoir à des postes de gérant de stations-service de jeunes Gabonais employés en qualité de pompiste ou autre. Actuellement, 20 stations sur un total de 44 ont pour « patron » un jeune gérant.

STARTUPPER DE L'ANNÉE PAR TOTAL

Total au Gabon a présenté le jeudi 07 mars 2019 au Radisson Blu les trois lauréats de son Challenge Startupper de l'année 2019 par Total.

Les trois lauréats ont ainsi bénéficié du soutien financier de Total à hauteur de 20 millions de F CFA pour le premier, M. Belounou Sherroy Jones, et sa plateforme en ligne pour la cartographie des structures hospitalières et pour les disponibilités de médicaments en pharmacie, de 12 millions pour le deuxième, Mlle Mouguiama Rose Marlène et de 8 millions pour le troisième prix, M. Ogoula Gérard O'Neill, auquel s'ajoute un accompagnement pour le développement de leur startup.



Le Challenge Startupper de l'Année 2018-2019 réaffirme la volonté de Total de soutenir le développement socio-économique des pays dans lesquels le groupe est implanté à travers le monde. Il contribue localement au renforcement du tissu social à travers l'appui apporté aux entrepreneurs les plus innovants dans la réalisation de leur projet.

INTERVIEW DE MONSIEUR TAREK ABOU-ZEINAB, DIRECTEUR DE REGUS POUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE

REGUS, PREMIER FOURNISSEUR MONDIAL D'ESPACES DE TRAVAIL FLEXIBLES, S'INSTALLE AU GABON

Entreprise créée en 1989 à Bruxelles et cotée à la bourse de Londres, Regus opère depuis le Luxembourg. Elle est le 1^{er} fournisseur mondial d'espaces de travail flexibles, mettant à disposition des salles de réunions, des bureaux privés et des espaces de coworking équipés de tous les outils et services indispensables pour travailler dans les meilleures conditions.

Anne-Marie Jobin

Présente dans 120 pays, Regus compte plus de 3000 centres d'affaires répartis dans 900 villes. Le Gabon est le 21^e pays d'Afrique dans lequel s'installe Regus, en plein centre de la capitale. Economie Gabon + a posé quelques questions à Monsieur Tarek Abou-Zeinab, directeur de Regus Afrique francophone.

ECONOMIE GABON +
Les acteurs économiques du Gabon sont frileux et considèrent la période trop maussade pour investir. A contrario, vous venez vous y installer. Sur quelle étude de marché vous êtes-vous appuyés pour prendre cette décision ?

C'est Gabon Business Center, notre partenaire local, qui a mené une étude de marché. Nous nous sommes fondés sur sa fine connaissance du terrain et son expérience du marché gabonais. Nous sommes ravis d'avoir investi dans ce hub de l'Afrique centrale. Dans tout investissement, il y a une notion de challenge. Bien entendu, c'est un pari sur l'avenir, mais nous sommes confiants et impatients d'ouvrir les portes de notre premier centre au Gabon au 1^{er} trimestre 2020.

EG+ – Quel est le profil type d'un utilisateur de vos locaux ?

Le spectre est large. Nous nous adressons à toutes et tous. Il y a une grande diversité des profils : des entreprises multinationales étrangères, des start-up, des jeunes porteurs de projets, des petites et moyennes entreprises, des grands comptes nationaux etc.

EG+ – Quel biais utilisez-vous pour informer vos clients potentiels ?

Notre réputation et notre couverture mondiale ont créé un réflexe chez bon nombre d'entreprises qui recherchent des bureaux clés en main et bien placés. Celles qui souhaitent s'implanter dans un nouveau pays ont le réflexe presque pavlovien d'appeler ou d'aller instinctivement sur notre site pour vérifier une présence sur place. Le digital joue un rôle majeur dans la conquête de nouveaux clients, notamment grâce à un bon référencement naturel sur les moteurs de recherche.

L'application MyRegus présente également notre offre en temps réel, avec la possibilité de réserver une salle de réunion ou un bureau via son smartphone. Le réseau des « brokers », qui officie en tant qu'agent immobilier pour les entreprises, est aussi capital. Enfin, nous essayons de communiquer vers nos cœurs de cibles tels que les clubs d'entrepreneurs.

EG+ – En quoi et comment pensez-vous vous démarquer de vos concurrents ?

Nos 30 ans d'expérience nous permettent d'avoir une bonne connaissance des usages des clients et des problématiques qu'ils vont rencontrer. À mon sens, notre différenciation réside surtout dans le fait d'offrir des bureaux clés en main, en toute flexibilité, n'importe où dans le monde, sans engagement dans des baux de très longue durée comme c'est le cas dans l'immobilier classique. C'est une grande souplesse pour une entreprise qui doit piloter son activité en fonction de son carnet de commandes. C'est aussi la possibilité d'être au milieu d'une communauté d'entrepreneurs, de partager les bonnes pratiques et les opportunités d'affaires. Enfin, tous nos clients ont un accès gratuit à nos 3 000 centres dans le monde !

EG+ – Vous êtes implantés dans plus de 120 pays aujourd'hui. Vos bureaux sont-ils identiques partout ? Vous adaptez-vous à l'environnement culturel ?

Ils ne sont pas strictement identiques, mais il y a des codes que l'on retrouve et qui ont fait le succès de Regus : un environnement de travail confortable au design identifiable, une qualité de services, y compris la connexion sécurisée très haut débit, une offre d'espaces identiques, des services tels que la « domiciliation commerciale », le secrétariat téléphonique etc.

S'il y a une standardisation des prestations, nous nous adaptons à l'environnement culturel du pays. Nos équipes sont locales et internationales à la fois.

EG+ – Vos tarifs sont-ils en rapport avec le pouvoir d'achat ?

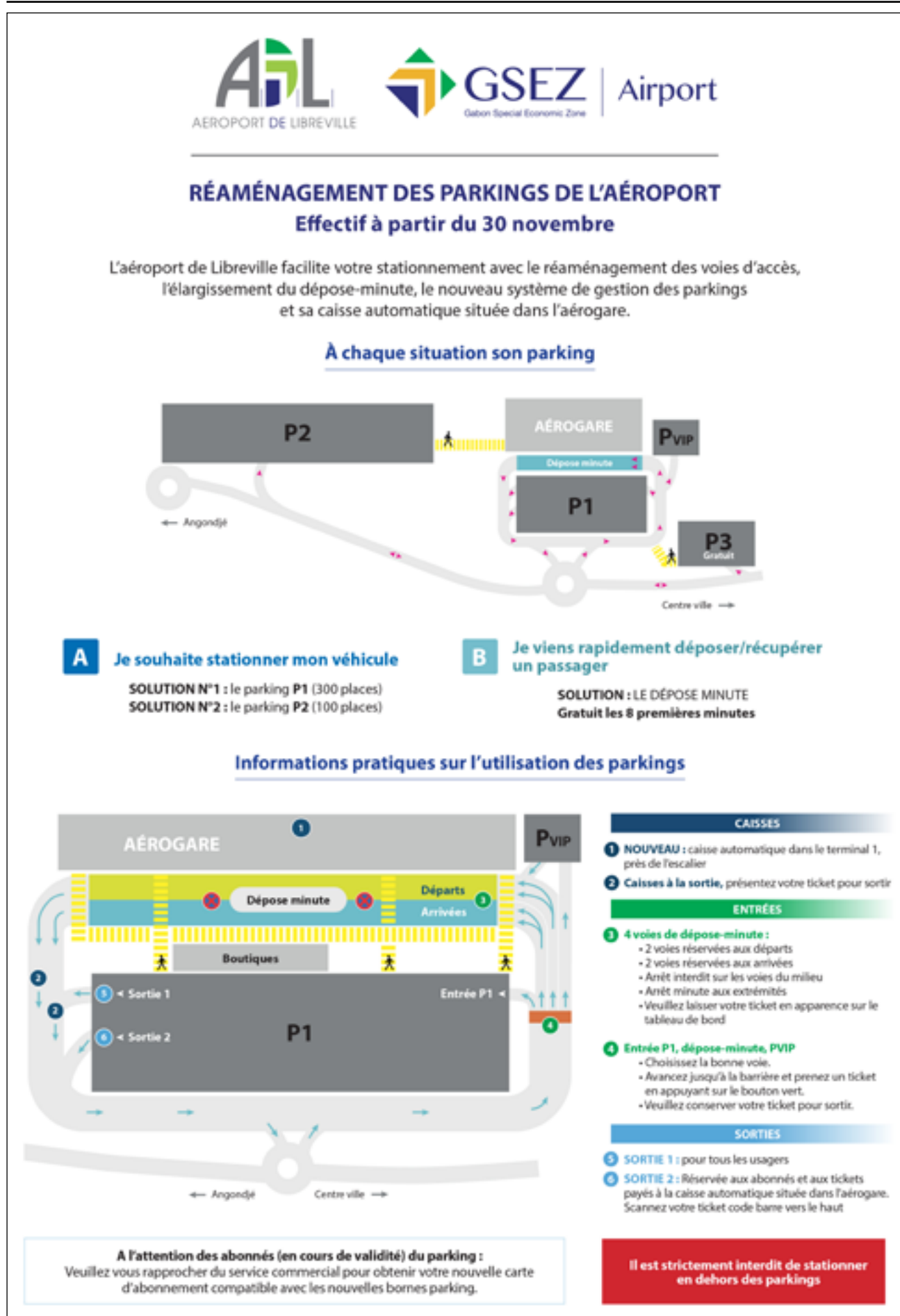
Les tarifs sont fixés en fonction de plusieurs paramètres et prennent en compte les spécificités locales comme le prix du mètre carré. Nous essayons de répondre à tous les besoins de nos clients pour leur apporter des solutions adaptées à tous les budgets.

EG+ – Vous franchisez votre concept à présent. Quels sont les critères de recrutement d'un franchisé ?

Le premier critère, c'est l'enthousiasme ! Bien entendu, il y a des données économiques et une masse critique financière pour investir dans plusieurs centres et avoir une force de frappe commerciale. Nous avons une approche de « cluster franchise » avec des franchises délivrées sur un périmètre local au niveau d'une ville ou d'une région.

EG+ – Vous êtes présents dans 21 pays sur les 54 que compte le continent. Quelles sont vos perspectives de développement ?

Notre objectif de développement est déjà de renforcer notre présence dans les pays existants. Nous ouvrirons prochainement notre 15^e centre au Maroc, à Casablanca Anfa Place, et notre 3^e centre en Algérie, à Sétif. En 2020, nous allons aussi nous implanter dans de nouveaux pays tels que la Guinée Conakry, l'Éthiopie, Djibouti, l'Angola etc. La franchise est un bon relais pour booster notre croissance organique ■



DÉMONISER LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES N'EST PAS UNE SOLUTION CONSTRUCTIVE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. L'AFRIQUE REVENDIQUERA SON « DROIT DE FORER »

*Les pays africains vont exploiter leurs ressources en hydrocarbures pour leur développement économique. La durabilité environnementale fait partie de ce développement et n'y est pas un obstacle. Le point de vue de NJ Ayuk.**

La rédaction



Dans un article écrit pour le *Guardian* le 14 novembre, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a plaidé en faveur d'un boycott à la manière de l'apartheid contre les entreprises du charbon, du pétrole et du gaz comme solution pour lutter contre le changement climatique et aider à atteindre les objectifs mondiaux de durabilité environnementale. « Nous devons arrêter le changement climatique. Et nous le pouvons si nous utilisons la tactique qui a fonctionné en Afrique du Sud contre les pires émetteurs de carbone », indique le sous-titre de l'article.

Le sentiment exprimé par M. Tutu est louable et parle à de nombreuses personnes dans le monde entier qui se préoccupent légitimement des effets du changement climatique sur notre environnement.

Cependant, c'est aussi un sentiment erroné. Les sociétés pétrolières et gazières ne sont pas des régimes autocratiques axés sur l'oppression de la population et le vol de ses ressources. Ce sont des entreprises qui, bien sûr, sont axées sur le profit, mais également sur la durabilité de l'entreprise. Concrètement, cela signifie que ces entreprises s'adaptent aux besoins des économies auxquelles elles sont intégrées. Le boycott des entreprises pétrolières et gazières n'aura pas d'impact sur les émissions de carbone, mais pourrait faire augmenter le prix du carburant à long terme. Ce n'est pas l'objectif visé.

Tant qu'il y aura une demande d'hydrocarbures, il y aura une production. L'évolution de la dyna-

Tant qu'il y aura une demande d'hydrocarbures, il y aura une production

mique de l'offre et de la demande ces dernières années est déjà perceptible dans la restructuration des sociétés pétrolières et gazières. De plus en plus, ces sociétés diversifient leurs portefeuilles pour inclure des actifs d'énergie renouvelable et nombre d'entre elles sont à l'avant-garde de la recherche et du développement de nouvelles technologies pour aider à exploiter les ressources renouvelables. Elles sont même en train de changer de marque, Equinor (l'ancien Statoil) étant l'exemple le plus évident de ce changement de paradigme de l'entreprise. Et en toute honnêteté, qui d'autre serait mieux préparé, mieux financé et mieux placé pour conduire la transition énergétique que nous recherchons tous ? Démoniser les entreprises du secteur de l'énergie n'est pas une solution constructive, et ignorer le rôle structurel des carburants à base de carbone dans la société d'aujourd'hui fausse le débat public. Rassembler les entreprises énergétiques, les gouvernements et les groupes de la société civile afin de trouver des solutions fonctionnelles en donnera beaucoup plus.

C'est particulièrement le cas en Afrique. Si les efforts concertés de toutes les nations du monde sont essentiels pour limiter les effets du

changement climatique, il est primordial de bien comprendre quels efforts seront les plus décisifs et quelles régions du monde seront les mieux placées pour prendre une plus grande responsabilité de s'attaquer à ces problèmes.

Certes, l'Europe, l'Amérique du Nord et la Chine, responsables d'une grande partie des émissions de CO₂ responsables des changements climatiques, doivent assumer cette responsabilité et s'orienter vers des pratiques plus durables.

Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que les pays africains, qui, ensemble, ont pollué 7 fois moins que la Chine, 13 fois moins que les États-Unis et 18 fois moins que l'Europe depuis le début de la révolution industrielle, selon Carbon brief, sapent leurs meilleures opportunités de développement économique en s'alignant simplement sur la vision occidentale de la manière de réduire les émissions de CO₂.

Gabriel Obiang Lima, ministre des Mines et des Hydrocarbures de la Guinée équatoriale, a résumé la situation de manière décisive à la presse la semaine dernière lors de la Semaine africaine du pétrole (Africa Oil Week) au Cap : « Nous ne nous excuserons en aucune circonstance », a-t-il déclaré, « à quiconque hors du continent déclarant que nous ne devrions pas développer ces champs [pétroliers et gaziers], c'est criminel. C'est très injuste ».

Les propos directs du ministre Lima sont une réponse à un certain nombre d'opinions mal inter-

prétées sur le continent africain et sur l'industrie pétrolière et gazière qu'il s'efforce de développer. Alors que quelques pays du continent produisent des hydrocarbures depuis des décennies, ces ressources ont été principalement exportées pour alimenter le développement industriel en Europe, aux États-Unis et en Asie. Les raisons en sont diverses et ont autant à voir avec l'héritage colonial européen qu'avec le manque de ressources financières et d'expertise pour développer les économies locales au cours du siècle dernier.

Aujourd'hui, le gaz naturel est de loin le moyen le plus rentable de produire de l'électricité en quantité suffisante pour alimenter le développement économique

Cependant, cela est en train de changer. Comme je le soutiens et le défends depuis des années, les pays africains commencent enfin à utiliser ces ressources pour développer leurs propres économies nationales. Nous devons nous rappeler que près de la moitié des Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité et que presque toutes les entreprises du continent souffrent du manque de fiabilité de l'électricité, ce qui augmente les coûts opérationnels, réduit la productivité et nuit à leur compétitivité sur les marchés internationaux. Les dirigeants africains sont maintenant douloureusement conscients des dégâts causés aux économies nationales par un réseau énergétique peu fiable et sont en train de changer cela.

Aujourd'hui, le gaz naturel est de loin le moyen le plus rentable de produire de l'électricité en quantité suffisante pour alimenter le développement économique. Les usines pétrochimiques représentent une opportunité économique énorme de produire des sous-produits à partir de pétrole et de gaz avec une estimation plus élevée dans la chaîne de valeur, une opportunité de créer des emplois, de développer des infrastructures et de générer de la richesse. Les raffineries ont également un impact extrêmement positif sur la réduction des importations de carburants. Tous ces éléments sont des pièces fondamentales du puzzle qui favori-

seront la croissance économique de l'Afrique et l'amélioration de la vie de ses habitants. Je le dis depuis longtemps et ai contribué à ce développement par le biais de la Chambre africaine de l'énergie. Soutenir la coopération entre les pays africains afin de promouvoir le commerce intra-africain des ressources énergétiques et de créer des synergies est la voie à suivre.

La Banque africaine de développement a estimé qu'il faudrait entre 130 et 170 mds de dollars US par an d'ici à 2025 pour combler le déficit d'infrastructures sur l'ensemble du continent. Comment les nations africaines peuvent-elles financer ces développements fondamentaux si elles renoncent à explorer leurs ressources naturelles ? Comment le monde occidental, ou qui que ce soit d'autre, peut-il suggérer ou exiger que les nations africaines laissent ces ressources sous terre alors que ce sont ces mêmes ressources qui ont alimenté le développement économique partout ailleurs ?

Après des décennies d'occupation coloniale et de conflits politiques et militaires ultérieurs, de nombreuses régions africaines ont maintenant atteint le niveau de stabilité qui leur permettra de bâtir des économies performantes. Les ressources naturelles de ces pays, qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, du charbon ou des diamants, seront le carburant de ces pays. Le boycott des entreprises pouvant aider ces pays à développer ces ressources serait facteur de suicide économique.

Cela ne veut pas dire que la durabilité environnementale et le changement climatique ne devraient pas figurer en tête de liste des préoccupations lors du débat sur le secteur énergétique africain, mais que ces sujets devraient plutôt éclairer les politiques d'évaluation de l'impact sur l'environnement et promouvoir les meilleures pratiques de l'industrie, et non pas y mettre fin.

Oui, les sources d'énergie renouvelables peuvent contribuer à développer l'électrification en Afrique, et les énergies solaire et éolienne sont devenues compétitives par rapport à la production à base de carbone, mais cela dépendra toujours des ressources disponibles dans chaque région et devra toujours être soutenu par d'autres formes de capacité de production capables de surmonter le problème de l'intermittence liée à la production d'énergie renouvelable.

Cela est déjà en train de se produire. Le Kenya, par exemple, est l'un des

Le temps de la croissance et du développement de l'Afrique est enfin arrivé et sera financé par ses ressources naturelles

principaux pays du monde en termes de part de sa matrice énergétique issue des énergies renouvelables, qui devrait atteindre 100 % dans les années à venir, mais il détient également certaines des plus grandes réserves d'énergie géothermique du monde et continuera à déve-

lopper ses réserves de pétrole, car il lui faut de l'argent pour financer son développement économique.

Le temps de la croissance et du développement de l'Afrique est enfin arrivé et sera financé par ses ressources naturelles. Les leçons de morale erronées de l'Occident ne changeront rien, car les ressources financières provenant de ces activités sont cruciales et irremplaçables. De manière quelque peu ironique, même si l'Afrique souhaitait cesser d'utiliser des combustibles fossiles et remplacer chaque centrale électrique par des sources renouvelables, elle serait toujours contrainte de développer ses gisements de pétrole et de gaz afin de financer cette transition.

Il est inutile de promouvoir des approches radicales de la transition énergétique, en

particulier pour l'Afrique. Une option équilibrée et gérable, consistant à faire la transition progressive en combinant le développement des hydrocarbures et des énergies renouvelables parallèlement à des politiques de protection de l'environnement rigoureuses dans le secteur est l'option non seulement réaliste, mais qui permettrait également de combiner croissance économique et durabilité environnementale ■

* NJ Ayuk est le PDG de Centurion Law Group et le président de la Chambre africaine de l'énergie. Son expérience dans la négociation d'accords sur le pétrole et le gaz lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie du paysage énergétique africain. Il est l'auteur de « Des milliards en jeu : l'avenir de l'énergie et des affaires en Afrique ».

COMMUNIQUÉ – AIR ALGÉRIE



La rédaction

Au cours des sept premiers mois de 2019, la compagnie Air Algérie a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 53 mds de dinars algériens, soit une augmentation de 5 % comparativement à la même période de l'année passée. Elle a également enregistré un trafic record de 6,5 millions de passagers en 2018.

Pour Amine Andaloussi, responsable de la communication de la compagnie nationale algérienne, l'année dernière fut riche en réalisations, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. « Ce nombre record de clients constitue un argument de plus pour l'image de notre compagnie qui ne cesse d'avancer dans le bon sens », relève-t-il. Il affirme également qu'en 2018, le réseau a connu une extension grâce à l'ouverture de quatre nouvelles lignes depuis sa base à l'aéroport d'Alger-Houari-Boumédiène, vers Charleroi (Belgique) et Valence (Espagne), sans oublier Douala (Cameroun) et Libreville (Gabon) qui ont été reportées à mars prochain.

Selon notre interlocuteur, Air Algérie parie fortement sur la poursuite de sa nouvelle stratégie visant à atteindre un taux de croissance « distinct » afin de réduire le soutien du Trésor public en

offrant ses services dans le domaine de la maintenance et des transports à un certain nombre de partenaires, notamment les compagnies africaines. Il ajoute que les structures de maintenance de la compagnie aérienne nationale sont certifiées par l'aviation civile, les constructeurs et les autorités étrangères.

Monsieur Andaloussi assure que la faillite récente de la compagnie française privée Aigle Azur n'a pas eu d'impact sur le transport aérien algérien et précise qu'Air Algérie a développé une stratégie commerciale visant à conquérir de nouveaux marchés avant le départ de la société française, en multipliant par deux le nombre de vols vers les aéroports français en réponse aux demandes des expatriés algériens. Il rappelle que les vols d'Aigle Azur représentaient 50 % des vols entre la France et l'Algérie, et que la compagnie privée a transporté près de 2 millions de passagers en 2018 pour un bénéfice de 300 millions d'euros. Le chargé de communication d'Air Algérie indique par la même occasion que la compagnie aérienne nationale a également procédé au lancement, le 30 octobre dernier, d'une ligne régulière directe reliant Constantine à la ville française de Lille, à raison de deux vols hebdomadaires (mercredi et vendredi).

Par ailleurs, il insiste sur l'importance de l'utilisation des nouvelles technologies pour assurer davantage de confort à la clientèle et explique que dans le cadre de sa stratégie de développement entamée depuis deux ans, la compagnie aérienne vient d'acquérir deux systèmes d'exploitation des recettes commerciales. « Une nouvelle technologie de pointe, conforme aux dernières évolutions du secteur de l'industrie de l'aérien, permettra justement à Air Algérie de contrôler ses données passagers et frets en temps réel et d'optimiser ses recettes », a-t-il souligné, rappelant que la présence d'Air Algérie à la 51^e assemblée générale des compagnies aériennes africaines avait « contribué » à la conquête de nouveaux clients souhaitant bénéficier de services de maintenance assurés à 100 % par des Algériens, mis à la disposition de six entreprises africaines. Air Algérie cherche à élargir son réseau commercial, d'autant plus que de nombreuses compagnies aériennes africaines ne disposent pas d'une licence dans l'espace aérien européen leur permettant de recourir aux services de la société de transport aérien General Air Company. Dans un autre registre, Air Algérie a indiqué lundi dernier dans un communiqué avoir programmé 477 vols d'une capacité de 126 515 places pour couvrir les vols de la Omra 2019 ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

BÛCHES

NOS BÛCHES DE NOËL À EMPORTER
ENVENTES DANS LE HALL DE L' HÔTEL
TOUS LES JOURS
DU 17 AU 26 DECEMBRE 2019

PARFUMS
3 CHOCOLATS (8 PARTS) 25 000 FCFA
VANILLE MOKA (8 PARTS) 20 000 FCFA
VANILLE CITRON (8 PARTS) 20 000 FCFA

COOKIES : 500 FCFA
MADELEINES : 1000 FCFA
GÂTEAU DE 8 PARTS : 8000 FCFA

TÉL: 011 44 80 00

DE NOËL

FEEL THE DIFFERENCE

radissonblu.com/hotel-libreville

INTERVIEW DE MONSIEUR CHRISTIAN MBINA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGATOUR

L'AGATOUR ENTEND PLEINEMENT JOUER SON RÔLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME AU GABON

Au regard des potentialités touristiques dont est doté le Gabon qui abrite certaines des espèces les plus rares au monde – hippopotames nageurs, gorilles, crocodiles oranges, baleine à bosse, tortues luths, éléphants, nombreuses variétés d'oiseaux etc., l'objectif de l'Agatour (Agence gabonaise du tourisme) est de positionner le pays comme une destination de référence.

Anne-Marie Jobin

Actuellement, la contribution du tourisme au PIB est très faible. Avec la volonté de diversifier l'économie, les moyens sont donnés au ministère de tutelle pour développer un tourisme respectueux de la diversité culturelle et traditionnelle dans le strict respect des us et coutumes. Nous avons souhaité traiter le sujet sur un plan économique et nous sommes rapprochés de Monsieur Christian Mbina, directeur général de l'Agatour

Economie Gabon+ : Monsieur Mbina, vous avez la charge de mener à bien le développement du tourisme au Gabon. Quelles sont aujourd'hui vos priorités ?

Dans un premier temps, il nous paraît indispensable de travailler une stratégie reposant sur trois formes de tourisme : le tourisme d'affaires, événementiel et culturel. Cette stratégie sera le fondement des projets sur lesquels nous devrions nous appuyer. Nous mesurons l'incomparable potentiel écotouristique dont nous disposons : des éléphants sur le bord de mer, des hippopotames surfant sur la plage ou encore des crocodiles en pleine mer, sont des spectacles exceptionnels et uniques. Le Gabon étant un pays de business, nous recevons beaucoup de femmes et d'hommes d'affaires qui profitent de leur déplacement pour découvrir Libreville et ses environs, ne serait-ce que le temps d'un week-end. Nous continuerons à prendre soin de cette niche qui est un excellent porte-parole pour valoriser le tourisme gabonais à l'étranger. Nous pouvons prétendre développer ce tourisme d'affaires et créer des hubs de business : faire de Franceville un hub des mines, de Port-Gentil un hub réservé aux séminaires relatifs au pétrole etc.

Nous sommes d'ores et déjà valorisés et médiatisés à l'international au travers d'événements sportifs tels que la Tropicale, le marathon de Libreville,

les 10 km de Franceville et de Port-Gentil. Bientôt nous pourrions présenter l'opération baptisée (pour l'instant) « Le Gabon 9 provinces », qui se focalisera davantage sur l'aspect culturel. Vous l'aurez compris, le Gabon souhaite devenir le carrefour événementiel de l'Afrique centrale. À Libreville, nous possédons déjà un certain nombre d'infrastructures hôtelières répondant à tous les types de tourisme et devons encore les développer.

EG+ 80 – Devant l'ampleur de la tâche qui vous est confiée, êtes-vous en mesure d'établir un retro-planning ?

Dans un premier temps, nous avons pour objectif de faire des Gabonais les acteurs principaux de ce tourisme et pour cela il est impératif que la population soit en mesure de visiter ces différents spots et qu'elle puisse s'en imprégner afin de mieux les promouvoir à l'international. Nous développons et testons un « city tour » de Libreville afin de raconter l'histoire de la ville depuis l'Indépendance, dévoiler l'origine des noms insolites dédiés à des quartiers comme Batterie IV ou encore plaine Niger par exemple. Rendre accessibles les différentes zones périurbaines touristiques autour de Libreville telles que le Cap caravane ou encore le parc Akanda nommé Arboretum Raponda Walker. Concernant l'intérieur du pays, nous sommes riches de 13 parcs nationaux. À ce niveau, nous manquons d'infrastructures d'accueil. Aujourd'hui,

nous recherchons des investisseurs dans ces domaines.

EG+ Quelles sont les statistiques sur lesquelles vous vous appuyez pour citer le chiffre de 250 000 touristes par an ? Quelles sont les caractéristiques du touriste type au Gabon ?

C'est un objectif que nous souhaitons atteindre d'ici 2025. Nous nous appuyons sur des chiffres déjà existants pour faire des estimations. Il est vrai qu'il est difficile de donner un chiffre exact. C'est pour cela que nous travaillons à développer des outils pertinents d'observation de l'activité touristique afin d'en tirer les meilleures conclusions.

EG+ : Travaillez-vous en collaboration avec les ambassadeurs des pays représentés pour valoriser les richesses du Gabon ? Quelles sont les ambassades qui vous soutiennent ?

Plusieurs pays comme l'Espagne, le Maroc, la Russie, l'Algérie ou le Liban s'intéressent aux différents projets que nous voulons développer et nous souhaitons approfondir ces collaborations. Nous sommes également en négociation avec la France pour convertir une partie de la dette aux fins de développer ce secteur prometteur.

Le parc national de la Lopé est soutenu par l'Union européenne à travers le projet Ecofac (écosystèmes forestiers d'Afrique centrale). Nous avons plusieurs parcs financés par US Fish and Wildlife Service de la coopération américaine. La Banque mondiale est elle aussi très intéressée et prête à s'impliquer.

EG+ Au regard de l'état des infrastructures, notamment routières, comment conseiller aux touristes d'emprunter les voies ?

Toutes les autorités politiques sont au-



■ **Debout, tenant le micro, Christian Mbina, Directeur général de l'AGATOUR**

jourd'hui conscientisées et se focalisent sur le sujet de la qualité des routes gabonaises. Les financements sont trouvés et la réfection de la route principale desservant les destinations essentielles est prévue pour fin 2020. Je suis très optimiste et confiant.

EG+ L'exonération de certaines taxes, une TVA moins élevée, un visa gratuit octroyé pour 3 mois, sont des mesures appliquées dans de nombreux pays pour favoriser le développement du tourisme. Ces sujets sont-ils à l'étude ?

Absolument, et selon mon point de vue, les taxes représentent l'un des plus grands freins au développement du tourisme au Gabon. Les taxes aéroportuaires et les taxes sur les carburants sont des plus élevées au monde et se reportent sur les billets d'avion qui résonnent négativement sur les portefeuilles des touristes potentiels. Nous avons constitué un groupe de travail interne et collaborons avec le centre des impôts pour trouver des solutions efficaces. Nous réfléchissons aussi aux conditions de l'octroi des visas, au prix etc.

EG+ : Vous appuyez-vous sur l'expérience des pays limitrophes qui ont développé leur économie partiellement grâce au tourisme ?

Nous organisons à cet effet des voyages d'étude et rencontrons les parties prenantes de l'agence associative du tourisme dont je suis le secrétaire général. Il ne s'agit pas de faire du copier/coller, mais nous écoutons, examinons et bénéficions d'expériences qui nous paraissent intéressantes. Nous nous adaptons selon nos particularités et avançons dans notre réflexion en suggérant notamment d'organiser aussi des circuits qui mèneraient les visiteurs du

Gabon au Congo Brazza en passant par Sao Tomé.

EG+ Le Gabon est un pays de business. Cette notion vous guide-t-elle vers un tourisme d'élite ?

Comme je vous le disais plus haut, dans un premier temps, nous souhaitons développer un tourisme destiné aux Gabonais. Nous travaillons sur la mise en place d'un programme de communication pour encourager, sensibiliser les Gabonais à découvrir plus en profondeur leur propre pays. Pour revenir au tourisme d'élite notre priorité est d'éviter à tout prix le développement d'un tourisme de masse qui pourrait nuire à l'éco système du pays.

EG+ Un club du tourisme de Libreville s'est créé pour vous accompagner. Quelle est votre politique vis-à-vis des opérateurs du secteur tels que les restaurants, les hôtels, les parcs nationaux, les compagnies aériennes...

C'est l'ensemble de ces opérateurs qui composent l'attractivité touristique du pays. Notre rôle est de les encadrer, les assister pour qu'ils promeuvent la destination Gabon. Notre institution leur sert d'interface avec l'administration en matière de taxes, d'hygiène, de réglementation. Le Gabon d'aujourd'hui est entré dans la phase de l'après-pétrole. Nous sommes chargés de créer une dynamique capable d'œuvrer en faveur de la diversification économique. Le tourisme est un vecteur important de cette évolution. Tous ces acteurs sont mes partenaires et nous nous réunissons régulièrement pour échanger. Ensembles nous construisons l'avenir. Donnons-nous rendez-vous en décembre 2020 ■

LES AFRICAINS PEUVENT VOYAGER SANS VISA OU AVEC UN VISA À LEUR ARRIVÉE VERS PLUS DE 27 PAYS

Indice d'ouverture des visas : des « progrès sans précédents », révèle le rapport 2019 de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement.

La rédaction

Pour la première fois, les Africains peuvent voyager sans visa ou avec un visa à leur arrivée en moyenne vers plus de 27 pays. L'Éthiopie réalise un bond record de 32 places dans l'indice et entre dans le top 20 des pays les plus ouverts aux visas en Afrique

La 4^e édition du « Rapport sur l'indice d'ouverture des visas en Afrique », de la Commission de l'Union africaine et de la Banque

africaine de développement, révèle que « pour la première fois, les voyageurs africains ont un accès libéral à plus de la moitié du continent ». La dynamique et les avancées en matière d'ouverture des visas en Afrique, conformes aux tendances mondiales, indiquent que les décideurs politiques africains sont convaincus des avantages liés à la libre circulation des hommes et femmes d'affaires, des investisseurs, des étudiants et touristes africains.

Le rapport montre également que 47 pays ont amélioré ou maintenu leur indice d'ouverture des visas en 2019. Les voyageurs africains n'ont plus besoin de visa vers un quart des autres pays africains, alors qu'en 2016, l'exemption de visa n'était possible que dans un cinquième du continent. À ce jour, 21 pays africains offrent des facilités de voyage grâce aux eVisas.

En 2019, les pays les plus performants en matière

d'ouverture des visas figurent parmi les pays les plus attractifs en termes d'investissements directs à l'étranger et bénéficient d'un fort taux de croissance, y compris dans le secteur du tourisme. Avec leur politique d'exemption de visa pour tous les visiteurs africains, les Seychelles et le Bénin restent les deux premiers pays d'Afrique en matière d'ouverture des visas. L'Éthiopie a également enregistré une performance record en progressant de 32 places dans le classement et intègre ainsi le groupe des 20 pays les plus ouverts en Afrique. « Notre travail sur l'Indice d'ouverture des visas suit les progrès de l'Afrique en matière de libre circulation des

personnes. Malgré les efforts réalisés, beaucoup reste encore à faire. Pour intégrer l'Afrique, il faut abattre les murs ! La libre circulation des personnes, et en particulier la mobilité de la main-d'œuvre, sont cruciales pour promouvoir les investissements », a déclaré Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement.

Cependant, les voyageurs africains doivent encore obtenir un visa pour voyager dans un peu moins de la moitié du continent. Les pays doivent assouplir davantage les procédures en introduisant des visas à l'arrivée, par exemple. En abolissant les frontières,

l'Afrique sera en mesure de tirer profit des avantages de la zone de libre-échange continentale, du marché unique africain du transport aérien et du protocole sur la libre circulation des personnes.

« On ne soulignera jamais assez l'importance de l'intégration régionale dans le développement du continent. Je félicite les États membres qui ont facilité les procédures d'entrée des ressortissants africains sur leur territoire et j'exhorte ceux qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à cette dynamique », a déclaré Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'union africaine ■

PUBLIRÉDACTIONNEL

RÉTROSPECTIVE 2019 VIVO ENERGY GABON

VIVO ENERGY GABON ET LA CAISTAB INAUGURENT UNE STATION-SERVICE À MÉKAMBO



20 mars 2019 – La Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) et Vivo Energy Gabon ont procédé le 20 mars 2019 à

l'inauguration de la station-service communautaire de Mékambo. Plusieurs personnalités étaient présentes à cette cérémonie inaugurale.

Dans son discours, Monsieur Issa Issa, directeur général de Vivo Energy Gabon, a remercié chaleureusement les populations et les officiels venus assister nombreux à cette célébration. Cette belle initiative de la Caistab en partenariat avec Vivo Energy Gabon a contribué à la création de 5 emplois. La station-service communautaire de Mékambo permet de résoudre les difficultés d'approvisionnement en carburant, lutter contre le chômage et la pauvreté, améliorer la sécurité des populations dans la manipulation des carburants et freiner la vente illicite et anarchique de carburant. La Caistab et Vivo Energy Gabon comptent bien s'assurer de la pérennité de ce projet ■

VIVO ENERGY GABON REND HOMMAGE À NELSON MANDELA



18 juillet 2019 – À l'occasion du « Mandela Day », l'ambassade d'Afrique du Sud s'est associée à Vivo Energy Gabon pour rendre hommage à Nelson Mandela. À cet effet, Monsieur Issa Issa, directeur général de Vivo Energy Gabon, et l'ambassadrice Anne Zondo ont tenu une conférence sur le leadership, une des valeurs incarnées par Mandela. La seconde étape de cette commémoration a été le nettoyage et le rafraîchissement de la façade de la bibliothèque de l'Université Omar-Bongo. L'éducation s'inscrit dans l'un des nombreux combats du prix Nobel de la paix ■

LES « JEUNES TALENTS » INTÈGRENT VIVO ENERGY GABON



25 octobre 2019 – Déjà expérimenté avec succès en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Burkina etc., le programme « Jeunes Talents » est lancé au Gabon dans sa première édition par la société Vivo Energy

Gabon. Le programme a pour objectif d'une part de développer les compétences des jeunes diplômés par une mise en pratique de leurs acquis académiques et d'autre part, d'augmenter leur employabilité. Les phases de

collecte et de tri des candidatures ont été réalisées par l'incubateur national JA Gabon selon des critères bien définis. Au terme de la phase de sélection, 9 candidats ont été retenus (5 femmes et 4 hommes), issus de différents établissements supérieurs du Gabon, toutes filières confondues. Le 25 octobre 2019, une cérémonie de bienvenue a été organisée en l'honneur de ces 9 « Jeunes Talents » qui bénéficient actuellement d'une expérience professionnelle d'un an au sein de Vivo Energy Gabon sur la base du contrat d'apprentissage jeunesse (CAJ) de l'Office national de l'emploi du Gabon (ONE). Le programme « Jeunes Talents » s'inscrit dans les engagements sociétaux de Vivo Energy Gabon parmi lesquels figure l'éducation ■

MISE À NIVEAU DU CENTRE EMPLISSEUR DE GAZ DE PORT-GENTIL



Depuis le 6 mai 2019, le centre emplisseur de gaz de Vivo Energy Gabon, situé dans la ville de Port-Gentil, est entré dans une phase de remise à niveau de ses installations selon les normes API 510 et API 570 de l'American petroleum institute, afin d'améliorer les standards HSSE de Vivo Energy Gabon dans 3 domaines prioritaires : sécurité des processus de pompage et d'emplissage de bouteilles de gaz, sécurité des sous-traitants et sûreté de l'installation ■

INAUGURATION DE LA STATION-SERVICE DE MAKOKOU



5 octobre 2019 – Samedi 5 octobre 2019, la ville de Makokou et ses habitants étaient en effervescence à l'occasion de l'inauguration de la

station-service. Plusieurs personnalités ont honoré cette cérémonie de leur présence. Monsieur Issa Issa, directeur général de Vivo Energy Gabon,

a prononcé un discours chaleureux à l'endroit des Ogivains venus nombreux accueillir ce parterre d'invités prestigieux. D'une capacité de stockage de 80 m³, la station-service de Makokou constitue l'investissement le plus important dans la province depuis plus d'une décennie. Par cet investissement, Vivo Energy Gabon compte apporter sa pierre à l'édifice pour résoudre les difficultés d'approvisionnement et améliorer la sécurité des populations de Makokou en leur épargnant de transporter le carburant, freiner la vente illicite des produits pétroliers et créer des emplois directs et indirects ■

VIVO ENERGY GABON CONTRIBUE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TORTUES



5 décembre 2019 – Le 5 décembre 2019, Vivo Energy Gabon était représenté par son directeur général Monsieur Issa Issa et ses collaborateurs à la sortie éducative organisée par l'ONG environnementale

« Projet Tortues Tahiti Gabon » afin de sensibiliser les élèves face aux déchets jetés sur la plage et la protection des tortues. Ce sont au total 90 apprenants issus des classes de première et seconde du lycée Léon

Mba qui ont participé à cette sortie durant laquelle ils étaient encadrés par les bénévoles de l'ONG « Projet Tortues Tahiti Gabon », le haut-commissariat pour l'environnement et le cadre de vie, et les représentants de Vivo Energy Gabon. C'est dans une ambiance joyeuse que tous les participants ont assisté à la marche vers la mer d'un bébé tortue après avoir procédé au nettoyage de la plage Tahiti. Les déchets collectés ont été acheminés à la décharge de Mindoumbé où ils seront traités par la société Clean Africa. Plusieurs sorties éducatives sont prévues jusqu'au mois de février 2020. Soucieux de la préservation de l'environnement, Vivo Energy Gabon souhaite pérenniser cette belle initiative en soutenant financièrement les actions de l'ONG environnementale « Projet Tortues Tahiti Gabon » ■

AFRIQUE CENTRALE – SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CEMAC : LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE PASSÉE AU CRIBLE À YAOUNDÉ

Au total, cinq chefs d'État et de gouvernement ont répondu à l'appel de Paul Biya, président camerounais et président en exercice de la Cemac, pour la réunion d'un sommet des chefs d'État de l'Afrique centrale consacré à la situation monétaire et économique de la Cemac.

La rédaction

Ce sommet s'est tenu le 22 novembre dernier au Palais des congrès de Yaoundé en présence des présidents Idriss Déby Itno du Tchad, Faustin Archange Touadera de la République centrafricaine, Denis Sassou Nguesso de la République du Congo, Obiang Nguema Mbasogo de Guinée équatoriale et du Premier ministre gabonais, Julien Nkoghe Bekalé, qui représentait le président Ali Bongo Ondimba. Ont également pris part à ces assises le Dr Adesine Akinwumi, président de la Banque africaine de développement, le Pr Daniel Ona Ondo, président de la commission de la Cemac, et le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale, Abbas Mahamat Tolli.

Cette rencontre au sommet intervient au moment où, du fait de la conjugaison de plusieurs facteurs, les économies des pays de la zone Cemac connaissent un ralentissement, et où l'on évoque de plus en plus l'hypothèse d'une seconde dévaluation du FCFA, mais aussi au moment où prospère parallèlement le débat sur une monnaie africaine, ou du moins une monnaie sans aucun lien d'attache avec la France. Les échanges ont porté particulièrement sur l'état des économies des pays de la Cemac. Cette occasion a

également permis aux gouvernants de cette zone d'examiner les résultats obtenus à la suite de la mise en œuvre de la stratégie commune de sortie de crise adoptée en 2016. Dans le même esprit, ils ont analysé les perspectives économiques, financières et monétaires de la sous-région dans un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques, des incertitudes et une conjoncture économique très difficile.

Par ailleurs, les chefs d'État et de gouvernement ont salué le redressement de la situation macro-économique de la zone Cemac marquée par le retour à une croissance économique positive, la maîtrise de l'inflation, une forte réduction des déficits budgétaires et courants. Ils ont exprimé leur satisfaction par rapport à la reconstitution des réserves de change communautaires, aux contributions financières et techniques du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et autres. Ces organismes ont également exprimé leur volonté de faire de la zone Cemac un espace économique, financier et monétaire fortement intégré et en constante évolution. De ce fait, ils ont notamment « réitéré leur soutien total à la poursuite résolue de la mise en œuvre des mesures pertinentes arrêtées en faveur d'une politique budgétaire soutenable, une politique monétaire appropriée



et une coopération internationale renforcée propices à une relance économique et sociale inclusive». Ils ont également pensé à la poursuite des réformes institutionnelles.

Un autre point, et non des moindres, était cette volonté de disposer d'une monnaie commune et forte, ce que certaines personnes considèrent pour le moment comme un vœu pieux des dirigeants de la Cemac. À en croire les hommes de la science monétaire, outre la volonté politique, la création d'une monnaie requiert quelques préalables sans lesquels il est simplement illusoire de penser à une monnaie unique dans un espace transnational présentant d'importantes hétérogénéités économiques.

Autre pierre d'achoppement à la création de la monnaie unique en Afrique centrale relevée par certains experts, l'incapacité structurelle des marchés régionaux à

préempter les économies nationales, lesquelles reposent davantage sur les échanges commerciaux avec l'Occident et l'Asie. Dans le même chapitre, tirant argument de la difficulté des États de la Cemac à créer une véritable communauté politiquement et économiquement bien intégrée, ils font savoir la dangerosité de tenter une telle expérience dans les pays qui ont des politiques autonomes, sachant que pour arriver à une politique commune, il s'agit non seulement d'efforts, mais également de mesures d'austérité supportées par les populations. Toutefois, l'espoir reste permis.

Toute chose d'autant plus regrettable que, alors que le monde est porté vers les grands ensembles pour son développement, les pays d'Afrique centrale tardent encore à poser les véritables jalons d'une intégration régionale ■

RÉALISE TON RÊVE !

Lors du lancement de la nouvelle campagne de communication Campus France et l'inauguration du nouvel espace « Campus France » à l'Institut français du Gabon, Monsieur Bernard Rubi, directeur de l'Institut et conseiller de coopération à l'ambassade de France, a présenté la nouvelle campagne de Campus France 2020. À cette occasion, il a rappelé quelques chiffres éloquentes et précisé certains points dans un discours dont nous vous proposons la lecture.

Anne-Marie Jobin

Recevoir 500 000 étudiants internationaux en 2027, voici l'objectif ambitieux que s'est fixé la France. Pour y parvenir, elle souhaite améliorer les conditions d'accueil, simplifier les démarches administratives et amplifier le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur français à l'étranger.

Cette nouvelle stratégie nationale d'attractivité annoncée par le

Premier ministre français lors des Rencontres universitaires de la francophonie de novembre 2018, s'accompagne d'une nouvelle campagne de communication mondiale et inédite afin de valoriser la qualité des établissements français d'enseignement supérieur et de leurs formations à travers le monde.

C'est dans ce contexte que l'Institut français du Gabon et son espace Campus France Gabon vous ont conviés à cette soirée inaugurale.

En 2019, ce sont plus de 3 000 candidats qui ont fait confiance à l'espace Campus France Gabon et cette confiance s'accroît chaque année davantage puisqu'une augmentation de 25 % de candidats au départ depuis 2016 est constatée. Pour cette rentrée, plus de 1 500 étudiants gabonais ont pris un vol pour poursuivre leurs études en France. Parmi eux, 200 bénéficient d'une bourse ou intègrent un programme soutenu par la coopération française. L'excellence des parcours est également récompensée par un important programme d'exemption de frais d'inscription en université grâce à une prise en charge par l'ambassade de France au Gabon.

Cette forte attractivité de la France ne doit pas faire oublier la concurrence internationale sur le marché de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi la nouvelle stratégie française en matière d'attractivité pour les étudiants internationaux, aussi désignée par l'expression « Choose France », englobe à la fois la simplification de la politique de visas ; le doublement des enseignements de français langue étrangères (FLE) et des formations en anglais ; la création



d'un label pour améliorer la qualité de l'accueil ; l'augmentation des frais d'inscription et le doublement du nombre de bourses ; l'accroissement de la présence des établissements d'enseignement supérieur français à l'étranger (actuellement 140 implantations physiques). Deux instruments seront ainsi mobilisés : un fonds d'amorçage doté de 5 millions d'euros en 2019 (MEAE) et un fonds de soutien doté de 20 millions d'euros par an à compter de 2020 (AFD) ; le lancement d'une campagne de communication mondiale.

C'est à cette dynamique qu'a voulu répondre l'espace Campus France Gabon en mettant en avant dans son nouvel espace redécoré les visages de ceux qui font le choix d'étudier en France et se sont donné la possibilité de rêver au meilleur avenir possible. Accompagnée de spots digitaux, d'un jeu interactif, d'affiches et kakemonos mettant en scène une douzaine d' alumni ainsi que de divers outils d'animation sur les réseaux sociaux, notamment des témoignages et des jeux concours, une nouvelle plateforme « Réalise ton rêve » est également mise en ligne ■



EN DÉCEMBRE 2019, LA ZONE ECONOMIQUE SPÉCIALE DE NKOK C'EST:

Un **guichet unique** de

22 administrations

pour faciliter l'installation et
l'accompagnement au quotidien
des

85 opérateurs
de la ZES

68 entreprises
en production

(BOIS : Placage - séchage - sciage -
déroulage - fabrication de meubles;
sidérurgie; Industrie pharmaceutique;
Agro-industrie; BTP)

560

containers exportés par mois
soit 1/3 des exportations nationales

560 milliards

d'investissement direct
étranger

+4500

emplois directs dont

65% de nationaux et
35% d'étrangers



Un organe de certification
pour la **tracabilité** et la **légalité**
de 100% des grumes entrant dans
la ZES de Nkok



Une environnement sécurisé avec
une **brigade de gendarmerie**,
une **caserne de pompiers**.



Une autonomie
totale en **eau** et en **énergie**
à **moindre coût**.



INTEGRITY

PRODUCTIVITY

QUALITY

CONFORMITY

Zone Economique Spéciale de Nkok

Immeuble du Guichet Unique

B.P.: 19134 Libreville - Gabon - www.aazerp.ga

Rejoignez-nous sur
@ZERPdeNkok



Suivez-nous sur
@Zesnkok



GABON : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA À LA CONQUÊTE DU MARCHÉ GABONAIS

Créée par le groupe Banque centrale populaire du Maroc pour conduire et piloter son ambitieux programme pour la promotion de la microfinance en Afrique, Atlantic microfinance for Africa (Amifa) s'apprête à déployer ses ailes au Gabon. Dotée d'un capital social de 300 millions de F CFA, cette société anonyme entend conquérir un marché de la microfinance en plein essor.

La rédaction

Bien que l'activité d'intermédiation des établissements de microfinance (EMF) ait enregistré des résultats mitigés au cours des douze mois de l'année 2018, le secteur reste porteur. Avec 14 EMF dont 5 coopératives d'épargne et de

crédit et 9 sociétés anonymes, le secteur de la microfinance reste largement à la portée de tout acteur crédible.

Dans cette optique, Atlantic microfinance for Africa (Amifa), branche du groupe marocain Banque centrale

populaire (BCP) qui vient de lancer ses activités, entend conquérir ce marché. Pour ce faire, Amifa s'appuie sur des produits et services divers, à l'image de son crédit entrepreneur, pour le développement ou l'extension de toute entreprise dont les



besoins de financement sont compris entre 500 000 F CFA et 3 000 000 F CFA.

L'Amifa compte également s'appuyer sur son crédit petites entreprises répondant aux besoins d'investissement, de développement ou d'extension d'une très petite entreprise dont

les besoins de financement sont compris entre 3 000 000 F CFA et 10 000 000 F CFA, mais aussi sur sa kyrielle de crédits solidaires. Avec des durées de remboursement allant de 6 à 48 mois, l'EMF compte s'appuyer sur une stratégie qui a fait ses preuves dans la sous-région.

Avec une clientèle en constante évolution, passée de 165 778 clients en 2017 à 194 196 en 2018, le secteur a un potentiel intéressant. Néanmoins, au regard des résultats enregistrés dans ses filiales au Mali et en Côte d'Ivoire, cet établissement de 2^e catégorie pourrait très vite s'imposer dans le paysage gabonais ■

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON : FAIT PEU NEUVE AVEC LA REFOUNTE DE SON SITE INTERNET... REDECOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous



AFRIQUE : UN MUR D'ARBRES DE 8000 KM POUR LUTTER CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA DÉSERTIFICATION

Un projet pharaonique débuté en 2007 se poursuit en Afrique : la construction d'une grande muraille verte de 8000 km. Des arbres plantés pour redonner vie à cette terre appauvrie !

Anne-Marie Jobin



Encore une belle initiative pour le bien-être de notre planète et de ses habitants : La Grande muraille verte, ou en anglais, le « Great green wall », un mouvement créé en 2007 par des Africains qui vise à créer un mur d'arbres de 8000 km traversant le continent africain d'est en ouest.

À terme, il s'étendra dans la région du Sahel depuis le nord de la Sierra Leone à l'ouest jusqu'à Djibouti à l'est. Après 10 ans de travaux acharnés, 15 % de ces 8000 km ont été replantés d'arbres. Un mur vert qui redonne espoir aux habitants de ces régions désertiques souvent ravagées par la sécheresse ou les famines.

Le « Great green wall » est certes un mouvement écologique de reboisement d'une région parmi les plus pauvres du monde, mais également un enracinement des populations qui n'ont plus besoin de migrer

pour des raisons alimentaires. En replantant des arbres nourriciers par exemple, la population s'assure une réserve alimentaire ainsi que des emplois et, par conséquent, des raisons de rester sur ses terres.

Ce mur vert ne servira pas seulement à l'Afrique, mais à la totalité de la planète dont on connaît l'urgence climatique actuelle. La Grande muraille verte apporte une solution pérenne à des millions de personnes et contribue aux objectifs de développement durable de l'Onu.

La concrétisation finale de ce projet et de ses 8000 km d'arbres plantés est prévue pour 2030, un projet ambitieux en dix ans au vu des 15 % déjà réalisés, mais une énorme avancée pour cette région pauvre. Et si le poumon de la terre se déplaçait de la forêt amazonienne, largement amputée de ses arbres, vers le continent africain ? ■

www.galatop100afrique.com

GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU GABON

En Direct sur 5ChainesTV

Événement Majeur de Promotion des Entreprises en Afrique

22 Février 2020, RADISSON BLU

Célébrons la Performance et l'innovation

Contacts : 00241 062 06 31 34 / 00241 062 13 11 14 / 00 241 062 13 52 72

LA CERTIFICATION RENFORCE LE LEADERSHIP D'OLAM

Olam Palm Gabon a obtenu la certification RSPO pour sa plantation de Makouké. Ce qui porte à quatre les certifications de ses plantations de palmiers au pays du bord de mer. Autrement dit, la société reste sur la voie de la certification RSPO décidée pour toutes ses plantations d'ici 2021 ainsi que sur celle de son engagement en faveur de la conservation, reconnu par le prix d'excellence RSPO.

Anne-Marie Jobin

Olam International poursuit ses efforts pour obtenir la certification RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) pour toutes ses palmeraies au Gabon d'ici à 2021. La quatrième et plus récente des plantations d'Olam à obtenir la certification RSPO est celle de Makouké.

D'une superficie de 18 707 hectares (ha), cette plantation créée dans les années 1960 a été acquise en 2016 par Olam Palm Gabon (OPG). Elle porte ainsi la superficie totale certifiée RSPO à 112 455 ha, soit 78 % du total des concessions de palmiers.

Cette certification vient ainsi renforcer le leadership d'Olam en tant que premier producteur certifié en Afrique, avec une capacité de production de 92 000 tonnes d'huile de palme durable



certifiée (CSPO*), 16 866 tonnes de palmiste durable (CSPK**) et 6 500 tonnes d'huile de palmiste durable certifiée (CSPKO***).

Lors de la remise des prix d'excellence RSPO 2019, le géant agroalimentaire Olam a déjà été récompensé pour son

engagement fort à mettre en place des plantations de palmiers à huile durables générant des impacts positifs nets par le biais de la conservation des forêts, de la conservation des espèces et de la réduction des émissions au Gabon,

Une distinction que le vice-président directeur d'Olam Palm Gabon et responsable des plantations au Gabon apprécie à sa juste valeur. « Depuis le début de nos activités, nous nous sommes engagés à protéger les hautes terres protégées, parallèlement au développement et à l'exploitation durables de nos palmeraies. Nous sommes honorés que nos efforts aient été récompensés par la RSPO dans ses récompenses inaugurales. Makouké marque une nouvelle étape dans l'obtention de la certification RSPO pour toutes nos plantations au Gabon et concrétise notre ambition d'être le premier producteur certifié d'huile de palme en Afrique », a déclaré Darshan Raiyani.

La plantation de Makouké est vieille de 30 ans et la majeure partie de sa superficie a été replantée avec des variétés résistantes à haut rendement. Des évaluations haute-valeur de la conservation et des stocks de carbone élevés ont été effectués sur une superficie non exploitée de 5 488 ha dans la plantation.

La superficie plantée représente 5 934 ha, dont 1 016 ha conservés en HCV et 11 244 ha supplémentaires réservés à la conservation et à l'utilisation de terres par des villages, ce qui signifie que 65 % de la

concession totale est protégée. La superficie restante est allouée aux infrastructures, notamment les installations, les routes et les logements.

Pour le ministre des Forêts, de la Mer, du Plan environnement et climat, le Pr. Lee White, « L'approche de conservation du paysage mise en œuvre par le gouvernement gabonais avec Olam assure un rapport équilibré entre production et conservation, fondé sur des résultats scientifiques » ■

* CSPO : certified sustainable palm oil
** CSPK : certified sustainable palm kernel
*** CSPKO : certified sustainable palm kernel oil
**** HCV : high conservation value

MAG EN PDF
www.economie-gabon.ga

Flashez ce code avec votre smartphone

Magazines en PDF retrouvez tous nos magazines en version numérique format PDF

SERVAIR
GABON TRAITEUR

Tel : +241 11 73 69 51
+241 65 99 52 01
Email : gp.traiteur@servair.ga

Commander
72h
en avance

Livraison sur Libreville OFFERTE

POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, SERVAIR GABON VOUS PROPOSE...



Terroir

Croustillant de brie au bacon et son mesclun de salade
Nage de fruit de mer façon bouillabaisse
Filet de bœuf Wellington sauce au foie gras
Pain perdu aux fruits rouges



Ambassadeur

Symphonie autour du foie gras (crème brûlée, poêlé, terrine)
Filet de saint-pierre, jus safrané et ses pommes fondantes
Pavé de cerf sauce morille, gratin de patate douce
Feuilleté de mangue rôti et sa crème mousseline



Epicurien

Salade de langouste et son coulis de mangue riviéra de légumes
Saint-Jacques rôti crème aux herbes, billes de légumes vichyssoises
Chapon en deux cuisson sauce forestière
Buche de Noël aux marrons confits

SERVICES À DOMICILE DISPONIBLE À LA COMMANDE

GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU GABON

Événement majeur de promotion internationale des entreprises africaines retransmis en direct sur Gabon Télévision, Gabon 24 et 5 chaînes TV en Afrique

Communiqué

Créé depuis plus d'une quinzaine d'années à Dakar au Sénégal pour répondre aux besoins des entreprises, Eco Finance Entreprises ne cesse de s'illustrer dans toute l'Afrique, notamment dans le domaine de l'étude et de l'expertise en finance et gestion.

Durant des années, le cabinet a apporté son expertise à plusieurs grandes entreprises africaines qui lui ont fait confiance et font sa renommée dans le monde des entreprises.

Ses domaines d'activités sont multiples et variés et s'axent principalement sur :

- L'expertise bancaire,
- L'audit et les études sectorielles,
- L'évaluation d'entreprises,
- Le sondage et étude de marché,
- Le montage, évaluation et étude de projets,
- Le marketing et la communication,
- La formation du personnel des entreprises.

Toujours dans le souci d'accompagner, de mettre en valeur les entreprises africaines et de jouer pleinement sa partition pour contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs de croissance économique et de développement des États, le cabinet Eco Finance Entreprises a initié depuis 2010 le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques qui consiste à récompenser la performance et l'innovation des entreprises africaines. Le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques est la cérémonie de remise de distinctions la plus prestigieuse d'Afrique. Cet événement est également le seul gala en Afrique présidé par un chef d'État.

Les entreprises sont sélectionnées selon quatre critères bien définis :

- L'expertise de l'entreprise,
- La capacité d'innovation,
- La capacité de pénétration du marché,
- L'impact de l'activité de l'entreprise sur l'économie.

Ces différents critères dénotent de la crédibilité du cabinet et du mérite des distinctions décernées.

Cérémonie de remise de distinction la plus prestigieuse d'Afrique, le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques permet de révéler les entreprises les plus innovantes et les plus performantes de l'Afrique et constitue un véritable trem-



plin pour leur rayonnement au sein de leurs pays respectifs, dans l'Afrique tout entière et au niveau international. Il est cité en exemple dans beaucoup de pays comme étant un événement majeur qui contribue à vulgariser les performances des entreprises africaines et à promouvoir l'investissement dans nos États.

C'est dans ce cadre que depuis quelques années, Eco Finance Entreprises a organisé plusieurs éditions du Gala des 100 entreprises à travers différents pays africains, à l'instar du Sénégal, du Bénin, du Togo, du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée.

En effet, après le Sénégal, Eco finances entreprises a organisé le 14 juin 2014 au Radisson Blu de Bamako le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques de l'économie malienne.

De même, le 16 mai 2015 au Laico Ouaga 2000 Hôtel, le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques de l'économie burkinabè a été une réussite totale avec le parrainage et la présence effective de son Excellence Michel Kafando, président du Faso, du Premier ministre du Faso, du coordonnateur résident du système des Nations unies, du représentant de l'Uemoa et de plusieurs ambassadeurs accrédités au Burkina Faso. La présence des hautes autorités de ce pays et des représentants d'organismes internationaux à cet événement prouve que le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques se positionne comme le baromètre et l'événement économique de référence pour la promotion des entreprises africaines sur le plan international.

Le 17 octobre 2015, le Bénin Marina Hôtel a accueilli le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin, sous la présidence effective de son Excellence Lionel Zinsou, Premier ministre du Bénin.

De même, le 16 avril 2016, nous avons organisé le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo à l'hôtel Eda Oba, en présence effective de son Excellence Madame le ministre du Commerce du Togo.

Le 16 septembre 2017, le cabinet Eco Finance Entreprises a organisé l'édition 2017 du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Sénégal qui a eu un succès retentissant avec la prestation de l'artiste de dimension internationale Youssou Ndour.

Le 16 mars 2018, la Guinée a accueilli pour la 1^{re} fois le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques de la Guinée.

Le 10 novembre 2018, le Bénin Royal Hôtel a accueilli l'édition 2018 du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin et de l'espace Uemoa, suivi de celui du Togo le 16 mars 2019 à l'hôtel 2 février et récemment, le Pays des hommes intègres a accueilli pour la deuxième fois cet événement très attendu, le 07 septembre 2019 à l'hôtel Laico Ouaga 2000.

Dans la vision d'expansion de ses activités, après les pays de l'Afrique de l'Ouest, le cabinet Eco Finance Entreprises a décidé d'organiser en partenariat avec l'Institut gabonais de finance islamique (IGAFL) le 22 février 2020

Le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques permet de révéler les entreprises les plus innovantes et les plus performantes de l'Afrique

au Radisson Blu, le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Gabon.

Le Gabon est donc le 1^{er} pays de la zone Cemap à accueillir cette soirée prestigieuse.

En effet, du fait de la batterie de mesures incitatives à l'investissement mises en place et de sa politique de promotion des entreprises, le Gabon s'inscrit parfaitement dans la droite ligne de la vision de la promotion des entreprises du cabinet Eco Finance Entreprises.

La création de la zone économique à régime privilégié de Nkok (Zerp de Nkok) qui est une zone économique spéciale comptant plus de 70 entreprises au Gabon, en est l'un des exemples les plus patents.

Cette zone constitue un projet vaste qui s'inscrit dans le Pro-

Le Gabon est le 1^{er} pays de la zone Cemap à accueillir cette soirée prestigieuse

gramme stratégique Gabon émergent (PSGE) et vise essentiellement l'industrialisation et la diversification de l'économie gabonaise. Il s'agit d'offrir un cadre attractif aux investisseurs potentiels de tous ordres pour pouvoir développer leurs activités sur place, à coûts compétitifs.

La réalisation du port d'Owendo qui constitue une porte maritime digne de ce nom permettant l'amélioration de la compétitivité économique du pays ainsi que la politique de transformation industrielle du manganèse avec les activités développées par Comilog à Moanda, sont autant de réalisations qui donnent une nouvelle impulsion à l'économie gabonaise.

Tenant compte de toutes ces réalisations qui contribuent à améliorer le climat des affaires au Gabon, la « Palme Internationale spéciale du dynamisme pour la qualité de la politique de promotion des investissements » sera décernée à son Excellence Ali Bongo Ondimba, président de la République du Gabon. Cette Palme spéciale du dynamisme a déjà été décernée à trois autres personnalités publiques, à savoir son Excellence Macky Sall, président du Sénégal, son Excellence Faure Essozimma Gnassingbe, président du Togo, et son Excellence Alpha Condé, président de la Guinée.

Les entreprises gabonaises qui seront primées à l'occasion de l'édition 2020 du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Gabon, ont été sélectionnées dans différents secteurs d'activités par le cabinet Eco Finance Entreprises (sur la base des quatre critères de sélection), en partant d'un panel de 250 entreprises. Il s'agit notamment des secteurs de l'industrie, des assurances, des banques, des télécommunications, des mines, du pétrole, de l'éducation, des transports, des cabinets d'audit et de conseil, de l'immobilier, de l'énergie, des activités portuaires, des BTP, de la microfinance, des structures d'appui et de promotion de l'emploi, etc.

L'édition 2020 du Gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Gabon s'annonce comme un creuset de célébration de la performance et de l'innovation. Fortement médiatisé, l'événement mettra les entreprises sous les feux des projecteurs et leur offrira une vitrine nationale et internationale.

Pour ce faire, un plan de communication exceptionnel sera mis en branle, notamment au travers d'émissions spéciales sur les opportunités d'investissement au Gabon, la qualité de l'environnement des affaires au Gabon, la politique de promotion des investissements et

Fortement médiatisé, l'événement mettra les entreprises sous les feux des projecteurs et leur offrira une vitrine nationale et internationale

les actions liées à la promotion de l'industrie et de la transformation des ressources minières, l'impact des entreprises et secteurs d'activités les plus dynamiques sur l'économie gabonaise, la promotion de l'innovation dans l'économie gabonaise.

Sont également prévues dans le plan de communication la réalisation de reportages et d'interviews, la diffusion de 200 spots publicitaires sur Gabon Télévision et Gabon 24, 300 spots publicitaires sur des chaînes TV en Afrique centrale (au Cameroun et au Congo) et en Afrique de l'Ouest (au Sénégal, au Togo et au Burkina Faso), et de 20 spots TV sur Africa 24, ainsi que la diffusion de 200 spots radio sur les chaînes de radio les plus prestigieuses du Gabon.

La communication relative à cet événement intègre également la mise en place de 100 panneaux publicitaires, la diffusion de 10 journaux dédiés au gala et surtout sa retransmission en direct sur Gabon Télévision, Gabon 24 et 5 autres chaînes de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Ce battage médiatique participera indubitablement à la valorisation de la destination Gabon, au renforcement de la notoriété et de l'image des entreprises, et permettra à coup sûr de rassurer les investisseurs nationaux et internationaux.

Pour de plus amples informations sur cet événement, nous vous invitons à visiter le site web du gala à l'adresse www.galatop100afric.com et celui du cabinet international Eco Finance Entreprises à www.ecofieafric.com ■

Direction de la Communication d'Eco Finance Entreprises

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON - FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET. REDECouvrez l'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous

Facebook Twitter LinkedIn



OiLibya en Afrique devient OLA Energy

L'Afrique évolue chaque jour davantage et nous aussi. Nous changeons pour mieux vous servir, avec plus de points de vente et des stations encore plus conviviales. Roulez serein grâce à notre large gamme de lubrifiants de qualité supérieure. Laissez-vous tenter par un repas ou un achat dans nos multiples boutiques, ou faites tout simplement le plein avant de reprendre votre route en toute sécurité.



WE KEEP YOU GOING

PERSPECTIVES OPTIMISTES DANS
LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Les pays d'Afrique centrale se montrent optimistes dans la perspective de réduire de moitié le nombre de décès dus au paludisme, mais des défis considérables subsistent.

Les experts du paludisme redoutent fortement que le changement climatique n'aggrave la menace du paludisme dans la région.

Les pays d'Afrique centrale interrogés dans le cadre d'une nouvelle étude d'opinion estiment qu'il est plus réaliste de réduire de moitié les décès dus au paludisme que de les éradiquer d'ici 2030. Les experts du paludisme redoutent fortement que le changement climatique n'aggrave la menace du paludisme dans la région. La surveillance et l'exécution des programmes doivent être améliorées pour accélérer les progrès.

Ce rapport est la dernière extension de l'étude MalaFA (Malaria futures for Africa), commandée par Novartis, qui a déjà mené des recherches similaires dans 15 pays afin d'interroger les parties prenantes

africaines sur les progrès et défis liés à la réalisation des objectifs mondiaux de lutte contre le paludisme. Le nouveau rapport comprenait des entrevues avec 23 politiciens, hauts fonctionnaires, directeurs de programmes de lutte contre le paludisme, chercheurs et ONG au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC), en République du Congo et au Rwanda. Tous les quatre sont des pays où le fléau du paludisme est important et où des politiques différentes sont en place pour lutter contre cette maladie.

Au Rwanda, les personnes interrogées sont globalement positives quant à la riposte nationale à la maladie, citant des niveaux élevés de soutien politique et de financement. Au Cameroun, en RDC et en République du Congo, les personnes interrogées sont d'avis que la réduction de moitié du nombre de décès d'ici 2030 était plus réaliste que leur éradication.

« Les progrès dans la lutte contre le paludisme sont au point mort et nous avons besoin d'un nouveau sentiment d'urgence – et de financement – pour

accélérer la lutte contre cette maladie dévastatrice », a déclaré Kolawole Maxwell, directeur des programmes Afrique de l'Ouest et du Centre pour Malaria Consortium. En Afrique centrale et au-delà, nous devons stimuler le financement national, renforcer les systèmes de surveillance du paludisme et améliorer la recherche opérationnelle et le développement de nouveaux outils ».

Novartis a commandé les études MalaFA dans le cadre d'un effort de deux ans visant à comprendre les points de vue d'experts nationaux et régionaux en Afrique et en Asie sur les progrès et les défis de l'élimination du paludisme.

Parfait Touré, responsable des programmes d'accès en Afrique de l'Ouest et centrale pour Novartis Social Business, a souligné : « En Afrique, il y a encore plus de 200 millions de cas de paludisme chaque année et plus de 400 000 décès, pour la plupart de jeunes enfants. Cette recherche montre qu'il reste de nombreux défis à relever. Mais il est essentiel de veiller à ce que les voix de ceux qui sont en première ligne soient entendues. »

L'initiative Elimination 8 (E8) rassemble huit pays d'Afrique australe qui visent à éradiquer le paludisme d'ici 2030. Il s'agit de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe ■

news

Un temps pour soi by Vanessa

MAQUILLAGE PERMANENT

Dans cet institut nous vous proposons un maquillage permanent naturel des yeux, des sourcils et des lèvres avec des pigments organiques 100% Vegan 100% Bio

La Dermopigmentation Nouvelle Génération

Offre découverte (octobre novembre) 70 000f au lieu de 100 000f

Esthétiques :

- européennes
- africaines

Esthétiques :

- onglerie
- soin visage & corps
- épilation
- massage
- maquillage

Téléphone :

+241 77 00 28 58

Facebook :

Un temps pour soi by vanessa

Mail :

untempspoursoibyvanessa@hotmail.fr

AGENDA N°80

12 NOVEMBRE – 13 DÉCEMBRE 2019, 10H – 20H : DE LA TERRE AUX ÉTOILES, à l'Institut français du Gabon. Cette exposition exceptionnelle offre un parcours qui vous fera pénétrer dans l'immensité spatiale grâce à des images satellites offertes par le Cnes, l'Esa et Ageos, rêver au travers de dessins originaux et inédits du Petit Prince et vous émerveiller face à des paysages fantasmagoriques et une série de portraits de célébrités de l'artiste de renom Véronique Vial.

11 DÉCEMBRE 2019, 18H – 20H : RDV PLURI'ELLES – FEMMES DE SCIENCES, troisième rendez-vous Pluri'Elles de l'année 2019. Une rencontre qui donne la parole aux femmes qui font la société, à ces femmes d'exception, à ces femmes ordinaires qui œuvrent chaque jour à changer le monde par leurs petites ou grandes actions. Chercheuse, laborantine, botaniste, primatologue, ingénieure, chimiste... Elles font la science d'aujourd'hui. Venez échanger avec 7 femmes scientifiques. Ce rendez-vous sera suivi de la projection du biopic « Marie Curie ».

27 – 31 JANVIER 2020 : AUDIT INFORMATIQUE – CYBERSECURITE – FRAUDE, formation dispensée par l'Agaci au 4^e étage de l'immeuble ANPI, à proximité d'UGB.

Droit d'entrée : 500 000 F CFA (adhérents) et 650 000 F CFA (non adhérents)

Pour plus d'informations, contactez l'AGACI aux numéros et adresse suivants :

Tel : 066 84 61 90 / 077 42 99 55

Email : 2016agaci@gmail.com



flyafrijet.online

by **AFRIJET**

Valable du 29 Octobre 2019 au 29 Mars 2020, en heures locales.

De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		10H45		13H45		
	Port-Gentil	16H15		10H45		13H45		
	Douala			10H45		13H45		
	Franceville							
Douala	Libreville	11H30	17H30	15H5	09H45	18H15	12H00	16H30
	Port-Gentil	11H30	17H30	15H15	09H45		12H00	16H30
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire				09H45			16H30
Franceville	Sao Tomé				09H45	18H15		
	Brazzaville					12H00		
	Libreville	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
Libreville	Brazzaville	13H30		08H00		10H00		
	Franceville	10H00	-	10H00	-	10H00	10H00	12H30
	Pointe-Noire	-	12H30	-	10H00	13H00	-	13H30
	Port-Gentil	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	-
Sao Tomé	Douala	08H15	15H45	13H30	08H00	16H30	10H15	14H45
	Yaoundé	08H15			14H30	08H15		
	Libreville		13H30		13H45			20H30
	Port-Gentil		13H30		13H45			
Pointe-Noire	Douala		13H30					
	Sao Tomé				13H45			
	Brazzaville	08H30				08H30		
	Libreville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	-
Port-Gentil	Pointe-Noire	-	11H00	-	15H30	-	-	09H30
	Douala	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	-
	Sao Tomé	19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	-
	Franceville	19H00	22H30	22H30	19H30	19H00	19H30	19H00
Sao Tomé	Libreville		08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	11H00
	Port-Gentil		11H00	08H30		08H30		09H30
	Pointe-Noire				15H30	08H30		09H30
	Douala	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	09H30
Yaoundé	Libreville	10H00		16H15		10H00		11H45
	Brazzaville	10H00		16H15		10H00		11H45
	Franceville					10H00		11H45
	Port-Gentil	10H00		16H15		10H00		11H45

Vols directs

Vols avec escale

Follow us on :



facebook.com/afrijet



flyafrijet.online

LES SOLUTIONS À VOS BESOINS
SONT CHEZ TOTAL.



**Crédit-Bail
Crédit d'Investissement
Affacturage**



**Maîtrisez les financements
spécialisés**

www.groupebgfibank.com


Finatra
Le spécialiste du Financement

Grandes Entreprises - PME/PMI - Professionnels